

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## COUR D'ARBITRAGE

F. 2003 — 461

[2003/200053]

**Arrêt n° 16/2003 du 28 janvier 2003**

Numéro du rôle : 2332

*En cause* : le recours en annulation des articles 495, 496, 501, 502 et 611 du Code judiciaire, tels qu'ils ont été remplacés par les articles 14 et 15 de la loi du 4 juillet 2001 (structures du barreau), introduit par J.-M. Arnould et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

### I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 24 janvier 2002 et parvenue au greffe le 25 janvier 2002, J.-M. Arnould, demeurant à 7000 Mons, rue de la Biche 18, E. Balate, demeurant à 7190 Ecaussinnes, avenue de la Déportation 31, J.-P. Brilmaker, demeurant à 4000 Liège, rue Rouveroy 5, J.-M. Dermagne, demeurant à 5580 Rochefort, rue de Ciney 105, J.-L. Dessy, demeurant à 4520 Wanze, place Faniel 13, M. Ellouze, demeurant à 4000 Liège, rue de la Préfecture 34, J. Pierre, demeurant à 4000 Liège, quai Van Hoegaerden 2/146F, et M. Uyttendaele, demeurant à 1200 Bruxelles, avenue de Broqueville 127, ont introduit un recours en annulation des articles 495, 496, 501, 502 et 611 du Code judiciaire, tels qu'ils ont été remplacés par les articles 14 et 15 de la loi du 4 juillet 2001 (structures du barreau) (publiée au *Moniteur belge* du 25 juillet 2001).

### II. *La procédure*

Par ordonnance du 25 janvier 2002, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 11 mars 2002.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 23 mars 2002.

Par ordonnance du 23 avril 2002, le président M. Melchior a prorogé de quinze jours le délai pour l'introduction d'un mémoire, à la suite de la demande du Conseil des ministres du 22 avril 2002.

Cette ordonnance a été notifiée au Conseil des ministres par lettre recommandée à la poste le 23 avril 2002.

Des mémoires ont été introduits par :

- l'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie, dont le siège social est établi à 1060 Bruxelles, rue Berckmans 83, par lettre recommandée à la poste le 22 juin 2002;

- l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, rue Washington 40, 1050 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 22 juin 2002;

- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 8 mai 2002.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 15 mai 2002.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- les parties requérantes, par lettre recommandée à la poste le 14 juin 2002;

- l'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie, par lettre recommandée à la poste le 14 juin 2002.

Par ordonnances des 27 juin 2002 et 19 décembre 2002, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 24 janvier 2003 et 24 juillet 2003 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 7 novembre 2002, le président M. Melchior a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

Par ordonnance du même jour, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 27 novembre 2002.

Cette dernière ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 8 novembre 2002.

A l'audience publique du 27 novembre 2002 :

- ont comparu :

. Me K. Zidelmal *loco* Me G.-H. Beauthier, avocats au barreau de Bruxelles, Me L. Misson et Me S. Bredael, avocats au barreau de Liège, qui comparaissent également *loco* Me P. Mayence, avocat au barreau de Charleroi, et *loco* Me M. Preumont, avocat au barreau de Namur, pour les parties requérantes;

. Me V. Letellier, qui comparaissait également *loco* Me A. Schaus, avocats au barreau de Bruxelles, pour l'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie;

. Me P. Legros et Me F. Gosselin *loco* Me J. Sohier, avocats au barreau de Bruxelles, pour l'Ordre des barreaux francophones et germanophone;

. Me P. Hofströssler, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs J.-P. Snappe et A. Alen ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. En droit

— A —

#### *Quant au premier moyen*

##### *La requête*

A.1.1. Après avoir rappelé les faits qui ont précédé l'adoption de la loi du 4 juillet 2001, dont l'objet principal est le remplacement de l'Ordre national des avocats par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, d'une part, et l'*Orde van Vlaamse balies*, d'autre part, et après avoir démontré l'intérêt qu'elles avaient à agir en annulation de l'article 495 nouveau du Code judiciaire, qui délègue à ces deux institutions la compétence de régir le stage et la formation professionnelle des avocats-stagiaires, les parties requérantes, qui sont toutes des avocats inscrits dans un barreau relevant de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, prennent un premier moyen dirigé contre les articles 495 et 496 nouveaux du Code judiciaire tiré de la violation par les dispositions précitées de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, alinéa 5, 6<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, du principe de la liberté de commerce et d'industrie, de l'article 23 de la Constitution et des articles 10 et 81 du Traité C.E., combinés avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

Selon les parties requérantes, un ordre professionnel ne peut, de sa propre initiative, restreindre l'accès à la profession qu'il est censé chapeauter. Les conditions de formation permettant l'exercice d'une profession libérale réglementée par la loi doivent reposer sur une habilitation du législateur qui est, en l'occurrence, exorbitante dans la mesure où les pouvoirs publics ne disposent d'aucun contrôle sur le contenu des exigences qui peuvent être édictées par les autorités du barreau.

Or, en ce qui concerne les autres professions libérales, comparables à celles d'avocat, les conditions sont fixées, estiment les parties requérantes, dans le cadre d'une habilitation précise par ou sous le contrôle étroit des pouvoirs publics. Ainsi, pour les médecins, existe-t-il de nombreux arrêtés royaux d'agrégation relatifs au cadre et aux conditions du stage. Les dispositions entreprises établissent une différence de traitement injustifiée entre les avocats-stagiaires et les stagiaires d'autres professions libérales, violant ainsi les articles 10 et 11 de la Constitution.

En outre, la délégation excessive consentie en l'espèce par le législateur viole les articles 10 et 81 du Traité C.E., lesquels, compte tenu de leur interprétation par la Cour de justice de Luxembourg, exigent, pour que la délégation d'un pouvoir d'autorégulation aux ordres des professions libérales soit admissible, que deux conditions soient remplies :

- les autorités publiques doivent se réserver le pouvoir de fixer elles-mêmes directement ou indirectement le contenu des règles essentielles de la profession via un contrôle en amont ou en aval;

- les membres de la profession doivent disposer d'un recours effectif contre les décisions des organes de l'ordre devant les juridictions de droit commun, et non uniquement devant les autorités ordinaires, pour dénoncer les violations du droit de la concurrence tant à l'égard des décisions individuelles qu'à l'égard des mesures de portée générale.

##### *Position du Conseil des ministres*

A.1.2. Tout d'abord, estime le Conseil des ministres, les requérants ne justifient pas de l'intérêt requis pour soutenir le premier moyen. Ils ne démontrent pas qu'ils sont effectivement maîtres de stage alors qu'en réalité ils agissent comme gardiens des intérêts des futurs stagiaires. Les normes attaquées n'ont donc pas d'incidence directe et défavorable sur leur situation.

Par ailleurs, le premier moyen est aussi irrecevable à défaut de préciser suffisamment en quoi les dispositions invoquées sont violées.

Sur le fond, le Conseil des ministres estime que le premier moyen ne peut pas être accueilli. D'abord, les avocats ne sont pas comparables aux titulaires d'autres professions libérales. A cet égard, le Conseil des ministres rappelle les motifs de l'arrêt de la Cour n° 23/97 d'où il découle, selon lui, que le législateur a pu instaurer un régime particulier de formation et d'accès à la profession pour les avocats. A supposer que la profession d'avocat puisse être comparée aux autres professions libérales, le critère de distinction est objectif et pertinent car il repose sur les particularités des missions relevant du ministère du barreau.

Le moyen ne peut pas non plus être admis, poursuit le Conseil des ministres, en tant qu'il invoque la violation de l'article 23 de la Constitution, cette disposition n'ayant pas d'effet direct. Quant à la liberté de commerce et d'industrie, il ne s'agit pas d'une liberté absolue, si l'on s'appuie notamment sur l'arrêt n° 100/2001 rendu par la Cour le 13 juillet 2001. Enfin, la violation alléguée des articles 10 et 81 du Traité C.E. manque également en droit. Pour le Conseil des ministres, la Cour n'est pas compétente pour connaître de cette partie du moyen, celle-ci supposant que la Cour constate une éventuelle infraction à la législation européenne.

Le Conseil des ministres termine son exposé sur le premier moyen en soutenant que le but poursuivi par le législateur est légitime et pertinent, à savoir assurer la qualité des services de l'avocat et garantir son indépendance, et qu'il existe un lien de proportionnalité entre les moyens utilisés et le but poursuivi.

##### *Position de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone*

A.1.3. Comme le Conseil des ministres, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone soutient d'abord que le premier moyen est irrecevable à défaut d'intérêt dans le chef des requérants. La situation des requérants qui agissent en qualité d'avocats et de maîtres de stage potentiels n'est susceptible d'être directement et défavorablement affectée par les dispositions litigieuses que dans la mesure où ces dispositions feraient grief aux avocats-stagiaires qu'ils seraient susceptibles de former, ce que les requérants ne rapportent pas en l'espèce.

Subsidiairement, quant au fond, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone rappelle que la Cour a déjà dit pour droit qu'en raison de la spécificité de la profession d'avocat, un traitement différent pouvait être réservé aux conseils de l'Ordre des avocats, même si les activités des barreaux sont comparables aux activités d'autres professions libérales. Le Conseil des ministres renvoie à l'arrêt n° 23/97 de la Cour d'arbitrage. Le rôle de collaborateur de la justice et la spécificité de la fonction d'avocat n'ont pas été remis en cause par les dispositions entreprises. Au contraire, le législateur a confirmé qu'en raison de la spécificité de la profession, des règles devaient être dégagées pour les avocats. Cette spécificité est objective et raisonnable.

Quant à la violation du principe de la liberté du commerce et de l'industrie, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone estime qu'elle ne peut être retenue dans la mesure où les dispositions litigieuses, si elles impliquent la possibilité d'une réglementation de l'accès à la profession, n'impliquent nullement par elles-mêmes une impossibilité pure et simple d'exercer une activité économique.

Il est également inexact, poursuit l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, que les dispositions litigieuses ne prévoieraient pas de contrôle par l'autorité publique. En tant que collaborateurs associés au pouvoir judiciaire, les barreaux ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un contrôle qui serait exercé soit par le biais du pouvoir exécutif, soit par le biais du pouvoir législatif, et ce en vertu de la séparation des pouvoirs. Le contrôle, exercé par le procureur général près la Cour de cassation, est celui-là même qui est exigé, notamment, par la Cour européenne de justice.

#### *Mémoire en réponse*

A.1.4. Les parties requérantes soutiennent, quant à leur intérêt à agir, qu'elles sont, pour la plupart, actuellement maîtres de stage. Elles craignent que l'exercice des compétences actuellement attribuées aux ordres communautaires par les articles 495 et 496 nouveaux du Code judiciaire débouche sur des réglementations de type protectionniste qui multiplieraient indûment les exercices en matière d'inscription au tableau de l'Ordre ou entraîneraient des cas d'omission de la liste des stagiaires. Les conditions de travail au sein de leurs cabinets pourraient être entravées.

Sur l'insuffisance du développement de l'exposé du premier moyen, soulevée par le Conseil des ministres, les parties requérantes font valoir que la critique manque en fait. Ce qu'elles critiquent, c'est la délégation sans garde-fou faite par le législateur aux ordres; c'est donc indirectement l'accès à la profession qui pose problème. Quant au décret d'Allarde, il est expressément mentionné dans la requête. Les dispositions sont d'ailleurs visées en tant qu'elles doivent être lues en combinaison avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

Sur l'absence de comparabilité arguée par le Conseil des ministres, les parties requérantes soutiennent que la Cour d'arbitrage a pris dans l'arrêt cité n° 23/97 une position inverse de celle que le Conseil des ministres prétend y lire. Il ne peut être déduit de cet arrêt, poursuivent les parties requérantes, que la Cour est disposée à justifier toutes les différences de traitement entre les avocats et les titulaires d'autres professions libérales. En l'espèce, elles entendent dénoncer l'absence d'habilitation législative précise et de contrôle des pouvoirs publics sur le contenu des exigences édictées par les ordres communautaires en matière de stage et de formation professionnelle, contrairement à la situation des autres professions libérales pour lesquelles des recours juridictionnels *a posteriori* se combinent avec un contrôle en amont exercé systématiquement par les pouvoirs publics en matière d'accès à la profession.

S'il faut éviter une sujétion du barreau à l'exécutif, on ne peut cependant abandonner aux autorités professionnelles elles-mêmes la maîtrise du stage, dès lors que celle-ci influe directement sur l'accès à la profession. A tout le moins, terminent les parties requérantes, le principe de proportionnalité est violé, à défaut d'organiser à leur profit un système satisfaisant de recours juridictionnels.

Quant à la violation des articles 10 et 81 du Traité C.E., le Conseil des ministres n'a pas rencontré l'argument des requérants, estiment ces derniers : il développe, en effet, l'ancien article 89 du Traité alors que c'est une contrariété aux articles 10 et 81 qui est invoquée dans la requête en annulation.

A ce sujet, les parties requérantes suggèrent que la Cour pose, à la Cour de justice des Communautés européennes, en application de l'article 234 du Traité, une question préjudicielle ainsi libellée :

" En déléguant aux Ordres communautaires des avocats la compétence d'édicter des règlements directement obligatoires par eux-mêmes en matière de stage et de formation professionnelle des avocats stagiaires, sans prévoir de contrôle des pouvoirs publics sur le contenu de ces exigences ni déterminer lui-même les règles essentielles en la matière et sans agencer de voie de droit accessible aux professionnels concernés à l'encontre desdits règlements, le législateur n'a-t-il pas violé les articles 10 et 81 du Traité C.E. ? "

Quant à la conception de la séparation des pouvoirs développée par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, les parties requérantes estiment qu'elle est rigide et qu'elle ne correspond pas à la réalité. Les parties se réfèrent en l'occurrence à l'arrêt n° 31/96 de la Cour, rendu à propos de l'absence de recours offert aux fonctionnaires des assemblées législatives, dont il faudrait appliquer les considérants en l'occurrence.

#### *Quant au second moyen*

##### *La requête*

A.2.1. Les articles 501, 502 et 611 nouveaux du Code judiciaire violent, selon les parties requérantes, les articles 10 et 11 de la Constitution pris isolément ou lus en combinaison avec les articles 6, 13 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme. Les règlements des ordres communautaires sont seulement susceptibles d'un recours initié par le procureur général près la Cour de cassation, à l'exclusion des avocats auxquels ces règlements sont susceptibles de s'appliquer ainsi qu'aux justiciables auxquels ils peuvent également faire grief. La nécessité d'un recours en annulation directement accessible a cependant été affirmée par la Cour, notamment dans ses arrêts n°s 33/94 et 31/96. Quant à la possibilité pour les avocats affectés par un règlement illégal ou contraire à la déontologie de s'adresser soit au procureur général près la Cour de cassation pour qu'il saisisse la Cour de cassation, soit à l'autre ordre communautaire pour qu'il attaque le règlement litigieux devant le tribunal arbitral institué par l'article 502 nouveau du Code judiciaire, elle apparaît théorique et illusoire et ne permet pas de rencontrer le grief de violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

*Position du Conseil des ministres*

A.2.2. Le Conseil des ministres soutient tout d'abord que les requérants ne démontrent pas en quoi la réglementation entreprise constituerait une violation du principe d'égalité : en effet, ils n'invoquent aucune autre catégorie de justiciables avec laquelle ils devraient être comparés. Sur le fond, le moyen ne peut être accueilli dans la mesure où les articles entrepris reposent sur un critère de distinction objectif et pertinent lié à la spécificité des conseils de l'Ordre des avocats par rapport aux conseils des autres ordres professionnels. Le but poursuivi est légitime, à savoir préserver l'indépendance d'une profession libérale intimement liée au fonctionnement du pouvoir judiciaire. Enfin, les moyens utilisés sont proportionnels au but visé, d'autant plus que la loi attaquée a créé une voie de recours supplémentaire ouverte à l'ordre communautaire devant le tribunal arbitral contre les règlements de l'autre ordre.

*Position de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone*

A.2.3. Il ressort tant de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage que des travaux préparatoires des dispositions attaquées que les avocats constituent une profession libérale spécifique, qui se distingue des autres professions libérales, comme les médecins ou les architectes. A ce titre, il n'est pas discriminatoire, estime l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, de réserver aux avocats une procédure particulière. En tout état de cause, le fait de ne pas prévoir la possibilité pour les avocats d'avoir accès à ces recours ne peut être qualifié de disproportionné ou de déraisonnable. Il résulte en effet des travaux préparatoires que le législateur a entendu que la saisine du tribunal arbitral demeure exceptionnelle et constitue un ultime recours en cas d'échec d'une concertation préalable entre les ordres.

La "lacune discriminatoire" dont excipent les requérants, au motif qu'il n'existe pas de recours ouvert aux avocats contre les règlements de leurs ordres, ne peut assurément constituer un motif suffisant pour annuler les dispositions litigieuses. Les dispositions litigieuses ont été adoptées dans l'urgence, dès lors que l'Ordre national ne fonctionnait plus du tout et que deux structures sans fondement légal assuraient ses missions. C'est donc dans un contexte tout à fait extraordinaire, et pour combler le plus rapidement possible un vide juridique, que le législateur a dû intervenir.

C'est au regard de ce contexte particulier que le fait, pour le législateur, de ne pas avoir prévu de recours direct pour les avocats contre les règlements des ordres ne peut être qualifié de disproportionné.

Loin d'écarter définitivement toute discussion sur le fond de la réforme, le législateur a été contraint, compte tenu des circonstances d'urgence, de parer au plus pressé et de doter les hautes instances du barreau d'institutions légalement instituées, sans pouvoir appréhender tous les points relatifs à cette matière. Il résulte de ce qui précède que ce n'est qu'en raison des impératifs d'urgence que le législateur n'a pu, faute de temps, envisager une réforme des compétences des barreaux, notamment en ce qui concerne la procédure disciplinaire.

Enfin, termine l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, la nécessité d'un recours en annulation directement accessible aux intéressés, que les requérants font valoir sur la base des arrêts de la Cour d'arbitrage n<sup>os</sup> 33/94 et 31/96, ne peut être invoquée adéquatement en l'espèce, dans la mesure où ces arrêts ont affirmé la nécessité d'un recours à l'égard de sanctions disciplinaires individuelles, qui étaient prononcées individuellement, mais pas à l'égard de règlements qui ont une vocation générale. Cette jurisprudence ne peut être interprétée en ce sens que la Cour d'arbitrage exigerait que tout intéressé devrait pouvoir disposer d'un recours à l'encontre de règlements adoptés par les ordres.

*Position de l'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie*

A.2.4. L'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie intervient dans le cadre des deuxième et troisième moyens de la requête, excipant de l'intérêt qu'elle a à agir, compte tenu de son objet social, contre les dispositions attaquées dans ces deux moyens dans la mesure où elles ne permettent pas aux avocats de bénéficier d'un recours juridictionnel ni contre les règlements de l'ordre communautaire dont ils sont les destinataires ni contre les mesures d'injonction de leur bâtonnier.

En ce qui concerne en particulier le second moyen, la partie intervenante ne conteste pas que le législateur puisse, sans violer les articles 10 et 11 de la Constitution, soustraire le contrôle de certains actes à caractère réglementaire à la compétence du Conseil d'Etat. En effet, en l'espèce, la différence de traitement réservée aux titulaires de professions libérales en ce qui concerne l'autorité compétente pour connaître de la légalité d'un acte réglementaire émanant de leurs autorités ordinales peut être raisonnablement justifiée compte tenu de l'existence de critères objectifs liés à la profession d'avocat, ce que la Cour a d'ailleurs relevé dans son arrêt n<sup>o</sup> 23/97.

Cependant, poursuit la partie intervenante, les articles 502 et 611 du Code judiciaire, tels qu'ils ont été modifiés par la loi du 4 juillet 2001, privent les avocats du droit à une protection juridique alors que cette protection est accordée aux personnes exerçant d'autres professions libérales. En particulier, l'absence de contrôle de légalité des actes ordinaux réglementant la profession d'avocat sur recours des avocats concernés instaure une discrimination entre ceux-ci et les titulaires d'autres professions libérales. La partie intervenante renvoie aux différents recours institués en faveur des médecins, des architectes et des pharmaciens contre les règlements adoptés par leurs ordres respectifs. Ainsi non seulement les dispositions entrepris violent-elles les articles 10 et 11 de la Constitution, mais également ces dispositions lorsqu'elles sont lues conjointement avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme : le législateur a, en effet, instauré une discrimination entre les avocats, d'une part, et les titulaires d'autres professions libérales, d'autre part, quant à la reconnaissance du droit à un procès équitable.

Dans son mémoire en réponse, l'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie considère que l'argument soulevé par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone de la primauté de l'intérêt général de la profession par rapport à l'intérêt individuel de l'avocat destinataire du règlement ne résiste pas aux exigences d'un Etat de droit dans lequel la légalité doit être garantie. Il est d'ailleurs heurtant qu'un ordre communautaire qui a "pour mission de veiller à l'honneur, aux droits et aux intérêts professionnels communs de membres" et qui doit prendre toutes mesures utiles en matière de loyauté professionnelle ainsi que "pour la défense des intérêts de l'avocat et du justiciable" (nouvel article 495 du Code judiciaire instauré par l'article 14 de la loi *a quo*) dénie à ses membres le droit au respect du principe de légalité dont ils sont quotidiennement les garants dans l'exercice de leur charge, ce que l'Ordre des barreaux francophones et germanophone ne manque pas de rappeler en invoquant l'arrêt n<sup>o</sup> 23/97 qui constate que les avocats ont l'obligation légale d'exercer librement leur ministère pour la défense de la justice et de la liberté.

Enfin, en ce qui concerne le dernier argument de l'Ordre, à savoir celui de l'urgence que requérait l'adoption de la loi, il n'est évidemment pas nécessaire de rappeler que les circonstances de fait dans lesquelles le législateur est amené à légiférer ne peuvent jamais justifier une violation de la Constitution. Cet argument est également de nature à inquiéter dès lors qu'il permettrait de justifier des discriminations bien plus graves encore.

#### *Réponse des parties requérantes*

A.2.5. Faisant leur le mémoire en intervention de l'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie, les parties requérantes tiennent à insister sur ce que l'arrêt de la Cour n° 23/97 vanté par le Conseil des ministres, loin de valider le système de recours antérieur qui a été maintenu dans le système de la loi entreprise du 4 avril 2001, en dénonce sans équivoque le caractère disproportionné.

Les requérants soutiennent encore que, lorsque leur droit civil d'exercer la profession d'avocat est affecté, tant dans son principe que dans ses modalités d'exercice, par un règlement ordinal, un recours en annulation doit être mis à leur disposition pour faire disparaître celui-ci de l'ordonnement juridique. Le droit à une protection juridictionnelle effective découle en effet de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme lorsque l'existence même d'un règlement a une incidence sur des droits de caractère civil. Si toutefois le droit à une telle protection juridictionnelle effective devait être dénié, encore conviendrait-il de s'interroger sur la différence de traitement instituée par le législateur. En effet, dès lors qu'il a agencé un recours en annulation ouvert aux intéressés à l'encontre des règlements des diverses autorités administratives (article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat) et notamment aux titulaires d'autres professions libérales à l'égard des règles professionnelles édictées par leurs ordres, le législateur ne peut priver les avocats d'une telle protection juridictionnelle sans violer les règles constitutionnelles d'égalité et de non-discrimination. A cet égard en effet, non seulement le critère objectif de distinction lié au rattachement du barreau à l'ordre judiciaire ne vaut pas (il suffit en effet d'ouvrir pareil recours devant une juridiction de l'ordre judiciaire telle que la Cour de cassation, plutôt que devant une juridiction administrative) mais, en outre, la privation d'une voie de droit, dès lors qu'elle n'est contrebalancée par l'ouverture aux intéressés d'aucun recours équivalent, viole le principe de proportionnalité.

Enfin, les circonstances, invoquées par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, de l'adoption de la loi nouvelle sont, pour les parties requérantes, une manière de reconnaître en quelque sorte le caractère critiquable de la réforme sur le plan des recours juridictionnels. Dans son arrêt n° 56/93, la Cour a déjà eu l'occasion de rappeler les trois conditions de validité d'une démarche législative visant à supprimer de manière progressive seulement une situation reconnue insatisfaisante. Or, dans le cadre de la législation entreprise, l'intention d'ouvrir, dans un futur proche, un recours en annulation aux intéressés eux-mêmes contre les règlements n'apparaît nulle part dans les travaux préparatoires, alors que cette lacune a été mise en lumière dès l'arrêt d'incompétence prononcé le 15 septembre 1997 par le Conseil d'Etat et a été débattue devant les instances strasbourgeoises.

De surcroît, le recours en annulation dont les parties requérantes dénoncent l'absence n'a nullement pour objet de porter atteinte aux trois piliers de la réforme, tels que décrits par le Conseil des ministres lui-même dans son mémoire, de sorte qu'il peut y être fait droit sans remettre en péril la solidité de l'édifice légal.

Quant à tirer argument du caractère partiel de la réforme, qui aurait eu pour seul objet de conférer en urgence une existence légale aux institutions qui, *de facto*, avaient succédé à l'Ordre national des avocats, on objectera qu'en dépit de l'urgence alléguée, le législateur a pris le soin de toiletter les dispositions en matière de recours devant la Cour de cassation, qu'il a créé de toutes pièces un tribunal arbitral et enfin qu'il a soigneusement organisé la coexistence des deux voies de droit ouvertes à l'encontre des règlements des ordres communautaires. Dans ce contexte, invoquer les circonstances de l'adoption de la loi pour tenter de justifier l'absence d'ouverture desdits recours aux avocats eux-mêmes manque de crédibilité.

#### *Quant au troisième moyen*

##### *La requête*

A.3.1. Le troisième moyen est pris de la violation, par l'article 611 nouveau du Code judiciaire, des articles 10 et 11 de la Constitution lus en combinaison avec les articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme. Seul le procureur général près la Cour de cassation, et sur instruction du ministre de la Justice, peut saisir la Cour de cassation d'une requête dirigée contre les injonctions d'un bâtonnier. En adaptant l'article 611 du Code judiciaire, le législateur aurait dû, selon les requérants, remédier à cette lacune et prévoir un recours effectif dans le chef des avocats. En n'opérant pas de la sorte, il faut considérer que le législateur s'est rendu coupable d'une inertie inconstitutionnelle.

##### *Position du Conseil des ministres*

A.3.2. Pour le Conseil des ministres, le moyen est irrecevable tout d'abord à défaut d'invoquer à quelle autre catégorie de justiciables les requérants estiment devoir se comparer. Le moyen est aussi irrecevable à défaut d'intérêt dans le chef des requérants : la disposition entreprise ne peut, selon le Conseil des ministres, avoir aucune incidence défavorable à leur égard.

Les requérants disposent en effet d'une voie de recours contre les injonctions du bâtonnier lorsqu'ils considèrent que celles-ci constituent une voie de fait ou un excès de pouvoir.

A titre subsidiaire, le Conseil des ministres considère que la Cour n'est pas compétente pour apprécier l'opportunité ou le caractère souhaitable de l'instauration de tels recours et, en particulier, pour donner une quelconque injonction au législateur pour remédier à une prétendue carence législative.

##### *Position de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone*

A.3.3. Tout d'abord, tient à préciser l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, il est unanimement admis que les avocats ont, au référé, un recours contre les injonctions du bâtonnier susceptibles d'avoir des répercussions sur leurs droits civils. L'existence de ce recours n'est nullement remise en cause par les dispositions entreprises.

Il convient ensuite de s'interroger sur la pertinence des dispositions invoquées par les requérants à l'appui de leur recours. D'abord, si l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme peut être invoqué au contentieux disciplinaire, il ne peut l'être quand il s'agit de l'application d'une peine disciplinaire mineure. En tant que les requérants critiquent l'"inertie inconstitutionnelle" du législateur, il faut rappeler que celui-ci est intervenu dans l'urgence, vu la nécessité de régulariser rapidement les structures du barreau.

*Position de l'a.s.b.l. Syndicat des avocats pour la démocratie*

A.3.4. La partie intervenante rappelle que les membres d'autres professions libérales réglementées comme les médecins et pharmaciens disposent d'un recours spécifique contre les injonctions comparables à celles prises par le bâtonnier à l'égard des avocats. Pour des motifs identiques à ceux développés dans le cadre de l'examen du second moyen, la différence de traitement dans l'ouverture d'un recours de pleine juridiction ne peut être justifiée au regard des articles 10 et 11 de la Constitution. Enfin, l'urgence alléguée par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone ne justifie à l'évidence pas une discrimination contraire à la Constitution.

*Réponse des parties requérantes*

A.3.5. Les parties requérantes entendent rappeler que seule une jurisprudence récente et minoritaire reconnaît la compétence du juge des référés pour connaître des décisions bâtonnales et ce, uniquement en urgence et au provisoire. Ce recours, dont le Conseil des ministres et l'Ordre des barreaux francophones et germanophone font état, n'est donc nullement un recours de pleine juridiction. Il ne peut donc être satisfait en l'occurrence aux articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.

— B —

*Quant aux dispositions entreprises*

B.1.1. L'article 495 du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 14 de la loi du 4 juillet 2001 modifiant, en ce qui concerne les structures du barreau, le Code judiciaire et la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante, dispose :

« L'Ordre des barreaux francophones et germanophone et l'*Orde van Vlaamse balies* ont, chacun en ce qui concerne les barreaux qui en font partie, pour mission de veiller à l'honneur, aux droits et aux intérêts professionnels communs de leurs membres et sont compétents en ce qui concerne l'aide juridique, le stage, la formation professionnelle des avocats-stagiaires et la formation de tous les avocats appartenant aux barreaux qui en font partie.

Ils prennent les initiatives et les mesures utiles en matière de formation, de règles disciplinaires et de loyauté professionnelle ainsi que pour la défense des intérêts de l'avocat et du justiciable.

Chacun d'eux peut faire, en ces matières, des propositions aux autorités compétentes. »

L'article 496 du Code judiciaire, remplacé par l'article 14 de la même loi, dispose :

« L'Ordre des barreaux francophones et germanophone et l'*Orde van Vlaamse balies* arrêtent des règlements appropriés en ce qui concerne les compétences visées à l'article 495.

Ils fixent, pour les relations entre les membres des différents barreaux qui en font partie, les règles et usages de la profession d'avocat et les unifient. A cette fin, ils arrêtent des règlements appropriés. »

B.1.2. Les articles 501 et 502 du Code judiciaire, tels qu'ils ont été remplacés par le même article 14 de la loi précitée, disposent :

« Art. 501. § 1<sup>er</sup>. Le recours prévu à l'article 611 est introduit, dans les deux mois de la notification visée à l'article 497, par le procureur général près la Cour de cassation.

Il est notifié à l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et à l'*Orde van Vlaamse balies*.

§ 2. Durant le délai visé au § 1<sup>er</sup> et, le cas échéant, jusqu'au prononcé de l'arrêt, l'application d'un règlement et le délai d'introduction du recours visé à l'article 502, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont suspendus.

§ 3. Lorsque le recours visé au § 1<sup>er</sup> est introduit, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et l'*Orde van Vlaamse balies* peuvent intervenir à la procédure par requête, conformément à l'article 813. Cette intervention doit se faire dans les deux mois de la notification visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Dans ce cas, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et l'*Orde van Vlaamse balies* peuvent soulever de nouveaux moyens pris du chef d'excès de pouvoir, de la contrariété aux lois ou de l'adoption irrégulière du règlement litigieux.

Art. 502. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de la concertation préalable obligatoire prévue à l'article 505, l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et l'*Orde van Vlaamse balies* peuvent former un recours en annulation contre tous les règlements adoptés en vertu de l'article 496, devant un tribunal arbitral composé de sept membres dont trois membres sont désignés respectivement pour une durée de deux ans par chacun des Ordres précités. Ils désignent d'un commun accord un septième membre qui assure la présidence. En l'absence d'accord, le tribunal arbitral est présidé par le précédent bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour de cassation ou par son prédécesseur lorsqu'il est empêché.

Si un arbitre doit être remplacé, son successeur n'est désigné que pour achever le mandat initial.

Peut être arbitre l'avocat comptant au moins quinze années de barreau ou ayant été bâtonnier ou membre pendant trois ans au moins du conseil de l'ordre d'un barreau ou ayant été membre du conseil de l'Ordre des avocats à la Cour de cassation. Les arbitres ne peuvent pas avoir participé à l'élaboration de la décision contestée.

§ 2. Le recours prévu au § 1<sup>er</sup> peut être formé contre tout règlement qui :

- serait entaché d'excès de pouvoir, serait contraire aux lois, ou aurait été irrégulièrement adopté;
- mettrait en péril la sauvegarde de l'honneur de l'Ordre des avocats et le maintien des principes de dignité, de probité et de délicatesse qui font la base de la profession d'avocat tels que définis par l'article 456, alinéa 1<sup>er</sup>, et les règles internationales de déontologie.

Si le recours prévu à l'article 611 est exercé, le tribunal arbitral ne peut connaître des moyens pris du chef d'excès de pouvoir, de contrariété aux lois ou d'adoption irrégulière du règlement litigieux.

§ 3. Le tribunal arbitral statue en premier et dernier ressort. Il ne peut annuler, en tout ou en partie, un règlement contesté que pour autant que cinq membres se prononcent en faveur de l'annulation; une note minoritaire peut être jointe à la sentence arbitrale.

§ 4. Pour tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent livre, les dispositions de la sixième partie du présent Code sont d'application par analogie à la procédure.

§ 5. Le recours est signifié au procureur général près la Cour de cassation et à l'autre Ordre. »

B.1.3. L'article 611 du Code judiciaire, qui a été modifié par l'article 15 de la même loi précitée, dispose dorénavant :

« La Cour de cassation connaît aussi des demandes d'annulation des règlements de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et de l'*Orde van Vlaamse balies* qui seraient entachés d'excès de pouvoir, seraient contraires aux lois ou auraient été irrégulièrement adoptés. »

*Quant au premier moyen*

B.2. Le premier moyen est pris de la violation par les articles 495 et 496 du Code judiciaire des articles 10 et 11 de la Constitution lus en combinaison avec l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, alinéa 5, 6°, de loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la liberté du commerce et de l'industrie, l'article 23 de la Constitution et les articles 10 et 81 du Traité C.E.

Les articles 495 et 496 nouveaux du Code judiciaire confèreraient une habilitation trop large aux ordres communautaires parce qu'ils leur octroient compétence pour réglementer l'accès à la profession des avocats-stagiaires, alors qu'un ordre professionnel ne peut de sa propre initiative restreindre l'accès à la profession qu'il est censé chapeauter, sans que les pouvoirs publics n'exercent sur cette restriction un minimum de contrôle. Cette possibilité de restreindre l'accès à la profession ne se retrouverait pas chez les titulaires d'autres professions libérales, comme les médecins ou les architectes, pour lesquels les conditions de formation font l'objet d'une habilitation législative précise sous le contrôle des pouvoirs publics.

Ces dispositions impliqueraient une discrimination entre les avocats-stagiaires et les stagiaires d'autres professions libérales, dans la mesure où elles permettent de fixer des règles concernant notamment le stage et la formation professionnelle des avocats-stagiaires, sans que la loi fixe elle-même les conditions essentielles de cette formation et le contrôle de tutelle des pouvoirs publics quant à leur contenu.

Les dispositions litigieuses impliqueraient également une violation des articles 10 et 81 du Traité C.E., dans la mesure où la Cour de justice des Communautés européennes considère que, pour pouvoir déléguer un pouvoir d'autorégulation aux ordres des professions libérales et un pouvoir d'adoption de mesures restrictives de concurrence, deux conditions doivent être remplies. Tout d'abord, le contenu des règles essentielles de la profession devrait être fixé directement ou indirectement par les autorités publiques, moyennant un contrôle en amont et en aval. Ensuite, les membres de la profession devraient disposer d'un recours effectif contre les décisions des organes de l'ordre devant les juridictions de droit commun, et non uniquement devant les autorités ordinales.

*Quant à la recevabilité du moyen*

B.3.1. Le Conseil des ministres et l'Ordre des barreaux francophones et germanophone soutiennent que les parties requérantes ne justifient pas de l'intérêt requis pour soulever le premier moyen. La situation des parties requérantes, en effet, qui agissent en qualité d'avocats et de maîtres de stage potentiels, ne serait pas susceptible d'être directement et défavorablement affectée par les dispositions litigieuses dans la mesure où ces dispositions feraient grief aux seuls avocats-stagiaires que les parties requérantes seraient susceptibles de former effectivement, ce que les parties requérantes ne rapporteraient pas en l'espèce.

B.3.2. Dans le prolongement de la requête, les parties requérantes font valoir dans leur mémoire en réponse qu'elles sont pour la plupart maîtres de stage. A ce titre, elles craignent que l'exercice des compétences nouvellement attribuées aux ordres communautaires par les articles 495 et 496 nouveaux du Code judiciaire modifie les conditions de travail au sein de leurs cabinets et entrave l'autonomie qui leur revient dans la gestion de ces cabinets.

B.4. Non seulement les parties requérantes, en tant qu'elles invoquent leur qualité de maîtres de stage, ont intérêt à demander l'annulation de deux dispositions du Code judiciaire qui attribuent dorénavant aux ordres communautaires des compétences en matière de formation des stagiaires mais elles ont également intérêt à attaquer ces mêmes dispositions comme elles le font, en leur qualité d'avocats, dans la mesure où ces dispositions attribuent également aux ordres communautaires des compétences en matière de formation des avocats. C'est donc en ces deux qualités que les parties requérantes sont susceptibles d'être affectées par les dispositions entreprises.

B.5. Les exceptions d'irrecevabilité sont rejetées.

*Quant au fond*

B.6.1. L'article 23 de la Constitution dispose :

" Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine.

A cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

Ces droits comprennent notamment :

1° le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible, le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables, ainsi que le droit d'information, de consultation et de négociation collective;

[...] "

B.6.2.1. Il résulte de la disposition précitée et de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qu'il appartient au législateur fédéral de régler l'accès à la profession et d'assurer le droit au travail dans le respect de la liberté du commerce et de l'industrie et des conditions énumérées dans l'article 23 de la Constitution.

B.6.2.2. En l'espèce, l'article 495 du Code judiciaire confère à l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et à l'*Orde van Vlaamse balies* des compétences en matière d'aide juridique, de stage, de formation professionnelle des avocats-stagiaires et de formation de tous les avocats appartenant aux barreaux qui en font partie. Cette compétence, cependant, doit s'exercer, aux termes de la disposition précitée, dans le cadre de la " mission de veiller à l'honneur, aux droits et aux intérêts professionnels communs de leurs membres ", mission spécifiquement conférée par le législateur aux deux ordres communautaires créés par la loi du 4 avril 2001. La même disposition précise encore que les ordres prennent les initiatives et les mesures utiles notamment en matière de règles disciplinaires et de loyauté professionnelle ainsi que pour la défense des intérêts de l'avocat et du justiciable. Le législateur a ainsi clairement défini la mission qu'il entendait attribuer aux deux ordres communautaires ainsi que celle qu'il entendait que les avocats assurent au sein de la société. Il n'est donc pas exact, comme l'affirment les parties requérantes, que le législateur n'aurait pas défini " en amont " le cadre dans lequel doivent s'exercer les compétences attribuées aux ordres communautaires.

B.6.3. Les articles 501, 502 et 611 du Code judiciaire, tels qu'ils ont été modifiés par la loi précitée du 4 avril 2001, prévoient deux recours contre les règlements adoptés par les ordres communautaires. Le premier, réservé au procureur général près la Cour de cassation, est introduit devant la Cour de cassation et a pour objet l'annulation des règlements des ordres qui seraient entachés d'excès de pouvoir, seraient contraires aux lois ou auraient été irrégulièrement adoptés. Le second recours institué confère à un tribunal arbitral la compétence de connaître des recours en annulation introduits par chacun des deux ordres communautaires contre les règlements adoptés par l'autre ordre.

Il résulte de ce qui précède que, contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, le législateur a bien prévu un " contrôle minimum " des règlements adoptés par les ordres.

B.7.1. Les compétences attribuées aux ordres communautaires notamment en matière de formation des avocats-stagiaires et de formation des avocats ont pour but d'assurer la qualité des services de l'avocat et de garantir son indépendance. Le législateur a directement associé la profession d'avocat au service public de la justice et elle se rattache à ce titre à l'ordre judiciaire. En attribuant aux ordres communautaires la compétence d'arrêter les règlements appropriés en ce qui concerne notamment les matières rappelées ci-dessus, à l'exclusion d'une autorité relevant du pouvoir exécutif, le législateur a pris une mesure qui est en rapport avec l'objectif qu'il poursuit.

B.7.2. Les conditions d'accès à la profession d'avocat et d'exercice de celle-ci obéissent à d'autres règles que celles fixées pour d'autres professions libérales.

En vertu de l'article 444, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire, les avocats doivent exercer librement leur ministère pour la défense de la justice et de la vérité. Ils peuvent être appelés à suppléer les juges et officiers du ministère public (article 442). Ils peuvent être désignés d'office (articles 446 et 455bis, § 1<sup>er</sup>). Ils doivent pourvoir à l'assistance des personnes dont les revenus sont insuffisants (article 455, § 1<sup>er</sup>).

Ces règles et principes sont propres à la profession d'avocat.

B.8. Les mesures attaquées seraient disproportionnées par rapport à l'objectif poursuivi si elles aboutissaient à faire échapper les activités professionnelles des avocats à toute forme de contrôle.

Il résulte des considérations formulées en B.6.2 et B.6.3 que tel n'est pas le cas en l'espèce.

B.9. Quant à la violation alléguée des articles 10 et 81 du Traité C.E., les arguments soulevés par les parties requérantes touchent pour l'essentiel à l'absence de recours individuel dans le chef des avocats, ce qui sera examiné avec le deuxième moyen.

B.10. Le premier moyen n'est pas fondé.

*Quant au deuxième moyen*

B.11.1. Les parties requérantes allèguent encore la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme en ce que les articles 501, 502 et 611 du Code judiciaire ne prévoient pas de recours individuel contre un règlement illégal ou contraire à la déontologie adopté par les ordres communautaires. Seuls le procureur général près la Cour de cassation, qui peut saisir la Cour de cassation, et l'autre ordre communautaire qui peut saisir le tribunal arbitral institué à cet effet, peuvent introduire un recours en annulation. Il ressort de l'exposé du moyen que celui-ci concerne uniquement l'absence de recours dans le chef des avocats et de ceux qui souhaitent accéder à cette profession. Le droit d'accès à une juridiction qui doit être reconnu à toute personne affectée par une norme illégale serait ainsi violé.

B.11.2. Le Conseil des ministres et l'Ordre des barreaux francophones et germanophone considèrent que la Cour n'est pas compétente pour apprécier l'opportunité ou le caractère souhaitable de l'instauration des recours visés au moyen et en particulier pour donner une injonction quelconque au législateur de remédier à une carence législative.

B.11.3. Contrairement à ce que soutiennent le Conseil des ministres et l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, la Cour est compétente pour connaître du moyen puisque celui-ci dénonce une différence de traitement résultant de dispositions législatives.

B.12. En ce que le moyen allègue l'absence de recours des avocats ou de ceux qui souhaitent le devenir contre les règlements arrêtés par les ordres communautaires, la différence de traitement par rapport aux titulaires d'autres professions libérales provient de ce que ceux-ci disposent d'un recours devant le Conseil d'Etat.

B.13. En ce que le législateur a directement associé la profession d'avocat au service public de la justice et en ce qu'il a entendu garantir l'indépendance de l'avocat et assurer la qualité de ses services, il a pu attribuer non au Conseil d'Etat mais à la Cour de cassation ou à un tribunal arbitral la compétence de connaître des recours en annulation contre les règlements adoptés par les ordres communautaires.

B.14. En revanche, en réservant le droit d'exercer ces recours au procureur général près la Cour de cassation et à l'autre ordre communautaire et en n'organisant pas un recours au bénéfice de l'avocat ou de celui qui souhaite le devenir, qui s'estimerait personnellement lésé par le règlement d'un ordre communautaire, le législateur a porté atteinte de manière injustifiée au principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination en vertu duquel tous les citoyens ont un droit égal à une protection juridictionnelle.

B.15. Le moyen est fondé.

*Quant au troisième moyen*

B.16. Dans le troisième moyen, les parties requérantes critiquent le fait que les injonctions du bâtonnier ne puissent pas faire l'objet d'un recours en annulation direct par les avocats qui en sont les destinataires.

B.17. La Cour constate que ce moyen est étranger aux dispositions attaquées, qui ne traitent en rien des mesures individuelles que le bâtonnier prendrait en sa qualité de chef de l'Ordre, le recours institué contre ces injonctions étant organisé par l'article 610, non attaqué, du Code judiciaire.

*Quant au maintien des effets des dispositions annulées*

B.18. Compte tenu de ce que l'annulation des articles 501 et 502 du Code judiciaire, tels qu'ils ont été remplacés par l'article 14 de la loi du 4 juillet 2001, est motivée uniquement par l'absence d'un recours dans le chef de l'avocat ou de celui qui souhaite le devenir, sans mettre en cause d'un autre point de vue ces mêmes articles, il convient de maintenir les effets de ceux-ci, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, pour une durée d'un an à compter de la publication du présent arrêt au *Moniteur belge*.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les articles 501 et 502 du Code judiciaire, tels qu'ils ont été remplacés par l'article 14 de la loi du 4 juillet 2001 modifiant, en ce qui concerne les structures du barreau, le Code judiciaire et la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante;

- maintient les effets des dispositions annulées pour une durée d'un an à compter de la publication du présent arrêt au *Moniteur belge*;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 28 janvier 2003, par le siège précité, en l'absence des juges A. Alen et J.-P. Moerman, légitimement empêchés.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.



## ARBITRAGEHOF

N. 2003 — 461

[2003/200053]

## Arrest nr. 16/2003 van 28 januari 2003

Rolnummer 2332

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de artikelen 495, 496, 501, 502 en 611 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals vervangen bij de artikelen 14 en 15 van de wet van 4 juli 2001 (structuren van de balie), ingesteld door J.-M. Arnould en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 24 januari 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 25 januari 2002, hebben J.-M. Arnould, wonende te 7000 Bergen, rue de la Biche 18, E. Balate, wonende te 7190 Ecaussinnes, avenue de la Déportation 31, J.-P. Brilmaker, wonende te 4000 Luik, rue Rouveroy 5, J.-M. Dermagne, wonende te 5580 Rochefort, rue de Ciney 105, J.-L. Dessy, wonende te 4520 Wanze, place Faniel 13, M. Ellouze, wonende te 4000 Luik, rue de la Préfecture 34, J. Pierre, wonende te 4000 Luik, quai Van Hoegaerden 2/146F, en M. Uyttendaele, wonende te 1200 Brussel, de Broquevillelaan 127, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 495, 496, 501, 502 en 611 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals vervangen bij de artikelen 14 en 15 van de wet van 4 juli 2001 (structuren van de balie) (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 2001).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 25 januari 2002 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 11 maart 2002 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 maart 2002.

Bij beschikking van 23 april 2002 heeft voorzitter M. Melchior, naar aanleiding van het verzoek van de Ministerraad van 22 april 2002, de termijn voor het indienen van een memorie verlengd met vijftien dagen.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de Ministerraad bij op 23 april 2002 ter post aangetekende brief.

Memories zijn ingediend door :

- de v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie, waarvan de zetel is gevestigd te 1060 Brussel, Berckmansstraat 83, bij op 22 juni 2002 ter post aangetekende brief;

- de *Ordre des barreaux francophones et germanophone*, Washingtonstraat 40, 1050 Brussel, bij op 22 juni 2002 ter post aangetekende brief;

- de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 8 mei 2002 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 15 mei 2002 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de verzoekende partijen, bij op 14 juni 2002 ter post aangetekende brief;

- de v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie, bij op 14 juni 2002 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 27 juni 2002 en 19 december 2002 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 24 januari 2003 en 24 juli 2003.

Bij beschikking van 7 november 2002 heeft voorzitter M. Melchior de zaak voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Bij beschikking van dezelfde dag heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 27 november 2002.

Van die laatste beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 8 november 2002 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 27 november 2002 :

- zijn verschenen :

. Mr. K. Zidelmal *loco* Mr. G.-H. Beauthier, advocaten bij de balie te Brussel, Mr. L. Misson en Mr. S. Bredael, advocaten bij de balie te Luik, tevens *loco* Mr. P. Mayence, advocaat bij de balie te Charleroi, en *loco* Mr. M. Preumont, advocaat bij de balie te Namen, voor de verzoekende partijen;

. Mr. V. Letellier, tevens *loco* Mr. A. Schaus, advocaten bij de balie te Brussel, voor de v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie;

. Mr. P. Legros en Mr. F. Gosselin *loco* Mr. J. Sohier, advocaten bij de balie te Brussel, voor de *Ordre des barreaux francophones et germanophone*;

. Mr. P. Hofströssler, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers J.-P. Snappe en A. Alen verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

*Ten aanzien van het eerste middel**Het verzoekschrift*

A.1.1. Na te hebben herinnerd aan de feiten die zijn voorafgegaan aan het aannemen van de wet van 4 juli 2001 die als voornaamste doel heeft de vervanging van de Nationale Orde van Advocaten door de *Ordre des barreaux francophones et germanophone*, enerzijds, en de Orde van Vlaamse balies, anderzijds, en na te hebben aangetoond dat zij belang hadden bij de vernietiging van het nieuwe artikel 495 van het Gerechtelijk Wetboek, dat die twee instellingen de bevoegdheid verleent om de stage en de beroepsopleiding van de advocaten-stagiairs te regelen, leiden de verzoekende partijen, die allen advocaten zijn die zijn ingeschreven bij een balie van de *Ordre des barreaux francophones et germanophone*, een eerste middel af uit de schending, door de nieuwe artikelen 495 en 496 van het Gerechtelijk Wetboek, van de voormelde bepalingen van artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, van het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid, van artikel 23 van de Grondwet en van de artikelen 10 en 81 van het E.G.-Verdrag, in samenhang gelezen met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Volgens de verzoekende partijen mag een beroepsorde niet op eigen initiatief de toegang tot het beroep dat zij wordt geacht te overkoepelen, beperken. De opleidingsvoorwaarden voor de uitoefening van een bij de wet geregeld vrij beroep dienen te steunen op een machtiging van de wetgever die, te dezen, te ver gaat in zoverre de openbare overheden geen enkel toezicht hebben op de inhoud van de eisen die door de overheden van de balie kunnen worden uitgevaardigd.

Voor de andere vrije beroepen, die met het beroep van advocaat vergelijkbaar zijn, worden de voorwaarden, volgens de verzoekende partijen, vastgesteld in het kader van een precieze machtiging door of onder het nauwlettend toezicht van de openbare overheden. Zo zijn er, voor de geneesheren, tal van koninklijke besluiten tot erkenning die betrekking hebben op het kader en de voorwaarden van de stage. De bestreden bepalingen brengen een onverantwoord verschil in behandeling teweeg tussen de advocaten-stagiairs en de stagiairs in andere vrije beroepen, en schenden aldus de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

De te dezen door de wetgever verleende overdreven machtiging schendt bovendien de artikelen 10 en 81 van het E.G.-Verdrag die, rekening houdend met de interpretatie ervan door het Hof van Justitie te Luxemburg, eisen dat aan twee voorwaarden wordt voldaan, wil de overdracht van een bevoegdheid tot zelfregulering aan de orden van de vrije beroepen aanvaardbaar zijn :

- de openbare overheden moeten zich de bevoegdheid voorbehouden om zelf rechtstreeks of indirect de inhoud van de essentiële regels van het beroep vast te leggen via een toezicht *a priori* of *a posteriori*;
- voor de leden van het beroep moet een effectief beroep tegen de beslissingen van de organen van de orde openstaan voor de gemeenrechtelijke rechtscolleges, en niet uitsluitend voor de overheden van de orde, om de schendingen van het mededingingsrecht zowel door individuele beslissingen als door maatregelen met een algemene draagwijdte aan te klagen.

*Standpunt van de Ministerraad*

A.1.2. De Ministerraad is in de eerste plaats van mening dat de verzoekers niet doen blijken van het vereiste belang om het eerste middel aan te voeren. Zij tonen niet aan dat zij werkelijk stagemeeesters zijn terwijl zij in werkelijkheid optreden als beschermers van de belangen van de toekomstige stagiairs. De aangevochten normen hebben dus geen rechtstreekse en ongunstige weerslag op hun situatie.

Voorts is het eerste middel ook onontvankelijk omdat het niet voldoende preciseert in welk opzicht de aangevoerde bepalingen zouden worden geschonden.

Ten gronde is de Ministerraad van mening dat het eerste middel niet kan worden aanvaard. In de eerste plaats zijn advocaten niet vergelijkbaar met de beoefenaars van andere vrije beroepen. In dat verband herinnert de Ministerraad aan de motieven van het arrest van het Hof nr. 23/97 waaruit volgens hem blijkt dat de wetgever voor de advocaten een bijzondere regeling voor vorming en toegang tot het beroep heeft kunnen instellen. In de veronderstelling dat het beroep van advocaat kan worden vergeleken met andere vrije beroepen, is het criterium van onderscheid objectief en pertinent want het berust op de bijzonderheden van de opdrachten van de balie.

Volgens de Ministerraad kan het middel evenmin worden aanvaard in zoverre het de schending aanvoert van artikel 23 van de Grondwet vermits die bepaling geen rechtstreekse werking heeft. De vrijheid van handel en nijverheid is geen absolute vrijheid, indien men zich baseert op onder meer het arrest nr. 100/2001 dat door het Hof op 13 juli 2001 is gewezen. De aangevoerde schending van de artikelen 10 en 81 van het E.G.-Verdrag ten slotte faalt eveneens in rechte. Volgens de Ministerraad is het Hof niet bevoegd om van dat gedeelte van het middel kennis te nemen, want daarin wordt ervan uitgegaan dat het Hof een eventuele inbreuk op de Europese wetgeving zou vaststellen.

De Ministerraad besluit zijn uiteenzetting over het eerste middel met de bewering dat het door de wetgever nagestreefde doel wettig en pertinent is, namelijk de kwaliteit van de dienstverlening van de advocaat verzekeren en zijn onafhankelijkheid waarborgen, en dat er een band van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het nagestreefde doel.

*Standpunt van de Ordre des barreaux francophones et germanophone*

A.1.3. Zoals de Ministerraad, beweert de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* in de eerste plaats dat het eerste middel onontvankelijk is bij gebrek aan belang vanwege de verzoekers. De situatie van de verzoekers die optreden als advocaat en als mogelijke stagemeeester kan slechts rechtstreeks en ongunstig door de betwiste bepalingen worden geraakt in zoverre die bepalingen nadeel zouden berokkenen aan de advocaten-stagiairs die zij zouden kunnen opleiden, wat de verzoekers te dezen niet aanvoeren.

In ondergeschikte orde herinnert de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* ten gronde aan het feit dat het Hof reeds voor recht heeft gezegd dat, vanwege het specifieke karakter van het beroep van advocaat, een verschillende behandeling kon worden voorbehouden aan de raden van de Orde van Advocaten, zelfs al zijn de activiteiten van de balies vergelijkbaar met de activiteiten van andere vrije beroepen. De Ministerraad verwijst naar het arrest nr. 23/97 van het Arbitragehof. De rol van medewerker van de justitie en het specifieke karakter van de functie van advocaat zijn door de bestreden bepalingen niet in het geding gebracht. Integendeel, de wetgever heeft bevestigd dat, vanwege het specifieke karakter van het beroep, regels voor de advocaten dienden te worden vastgesteld. Die specificiteit is objectief en redelijk.

De *Ordre des barreaux francophones et germanophone* is van mening dat de schending van het beginsel van de vrijheid van handel en nijverheid slechts in aanmerking kan worden genomen in zoverre de betwiste bepalingen, hoewel zij de mogelijkheid van een reglementering van de toegang tot het beroep inhouden, geenszins uit zichzelf zonder meer een onmogelijkheid impliceren om een economische activiteit uit te oefenen.

Voorts is het voor de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* ook onjuist dat de betwiste bepalingen niet zouden voorzien in een toezicht door de openbare overheid. Als medewerkers verbonden aan de rechterlijke macht mogen de balies in geen enkel geval onder een toezicht vallen dat ofwel door de uitvoerende macht, ofwel door de wetgevende macht zou worden uitgeoefend, en zulks krachtens de scheiding der machten. Het toezicht dat door de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie wordt uitgeoefend, is datgene dat onder meer door het Europees Hof van Justitie wordt vereist.

#### *Memorie van antwoord*

A.1.4. Wat hun belang om in rechte te treden betreft, voeren de verzoekende partijen aan dat de meesten onder hen thans stagemeeester zijn. Zij vrezen dat de uitoefening van de bevoegdheden die nu door de nieuwe artikelen 495 en 496 van het Gerechtelijk Wetboek aan de gemeenschapsorden zijn toegewezen, zou leiden tot reglementeringen van het protectionistische type die de handelingen inzake inschrijving op het tableau van de Orde onnodig zouden doen toenemen of zouden leiden tot gevallen van niet-inschrijving op de lijst van de stagiairs. De arbeidsvoorwaarden in hun kabinetten zouden kunnen worden bemoeilijkt.

In verband met de door de Ministerraad opgeworpen ontoereikende uiteenzetting van het eerste middel voeren de verzoekende partijen aan dat de kritiek in feite faalt. Wat zij bekritisieren is de bevoegdheidsoverdracht door de wetgever aan de orden, zonder enige beperking; het is dus indirect de toegang tot het beroep die problemen oplevert. Het decreet d'Allarde wordt uitdrukkelijk in het verzoekschrift vermeld. De bepalingen worden trouwens bekritiseerd in zoverre zij in samenhang met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet moeten worden gelezen.

In verband met het door de Ministerraad aangevoerde gebrek aan vergelijkbaarheid beweren de verzoekende partijen dat het Arbitragehof in het geciteerde arrest nr. 23/97 een standpunt heeft ingenomen dat tegengesteld is aan datgene wat de Ministerraad beweert erin te lezen. Uit dat arrest kan volgens de verzoekende partijen niet worden afgeleid dat het Hof bereid is alle verschillen in behandeling tussen de advocaten en de beoefenaars van andere vrije beroepen te verantwoorden. Te dezen willen zij het gebrek aan precieze wetgevende machtiging en aan toezicht door de openbare overheden op de inhoud van de vereisten die door de gemeenschapsorden inzake stage en beroepsopleiding zijn uitgevaardigd, aanklagen, in tegenstelling met de situatie van de andere vrije beroepen waarvoor jurisdictionele beroepen *a posteriori* samengaan met een toezicht *a priori* dat door de openbare overheden op het vlak van de toegang tot het beroep systematisch wordt uitgeoefend.

Moet een onderwerping van de balie aan de uitvoerende macht weliswaar worden vermeden, toch kan men de regeling van de stage niet aan de beroepsoverheden zelf overlaten vermits die regeling een rechtstreekse invloed heeft op de toegang tot het beroep. De verzoekende partijen stellen ten slotte dat op zijn minst het evenredigheidsbeginsel is geschonden omdat voor hen geen toereikend systeem van jurisdictionele beroepen is georganiseerd.

Inzake de schending van de artikelen 10 en 81 van het E.G.-Verdrag is de Ministerraad, volgens de verzoekers, niet op hun argument ingegaan: hij verklaart zich immers over het vroegere artikel 89 van het Verdrag, terwijl in het verzoekschrift tot vernietiging een strijdigheid met de artikelen 10 en 81 wordt aangevoerd.

In dat verband suggereren de verzoekende partijen dat het Hof, met toepassing van artikel 234 van het Verdrag, aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen de volgende prejudiciële vraag zou stellen:

« Heeft de wetgever de artikelen 10 en 81 van het E.G.-Verdrag niet geschonden door aan de gemeenschapsorden van advocaten de bevoegdheid te delegeren om reglementen uit te vaardigen die uit zichzelf rechtstreeks verplichtend zijn inzake de stage en de beroepsopleiding van de advocaten-stagiairs, zonder te voorzien in een toezicht door de openbare overheden op de inhoud van die eisen, noch zelf de essentiële regels ter zake te bepalen, en zonder te voorzien in een rechtsmiddel voor de betrokken beroepsbeoefenaars tegen die reglementen? »

Ten aanzien van de opvatting van de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* over de scheiding der machten zijn de verzoekende partijen van mening dat die te streng is en niet aan de realiteit beantwoordt. De partijen verwijzen in dat verband naar het arrest nr. 31/96 van het Hof, gewezen met betrekking tot de ontstentenis van beroep voor de ambtenaren van de wetgevende vergaderingen, waarvan de overwegingen te dezen zouden moeten worden toegepast.

#### *Ten aanzien van het tweede middel*

##### *Het verzoekschrift*

A.2.1. Volgens de verzoekende partijen schenden de nieuwe artikelen 501, 502 en 611 van het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, afzonderlijk of in samenhang gelezen met de artikelen 6, 13 en 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Tegen de reglementen van de gemeenschapsorden kan enkel een beroep worden ingesteld door de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, met uitsluiting van de advocaten op wie die reglementen kunnen worden toegepast alsmede van de rechtzoekenden aan wie zij nadeel kunnen berokkenen. De noodzaak van een rechtstreeks toegankelijk beroep tot vernietiging is evenwel door het Hof bevestigd, onder meer in zijn arresten nrs. 33/94 en 31/96. De mogelijkheid voor de advocaten die worden geraakt door een onwettig of met de deontologie strijdig reglement om zich te wenden tot, hetzij de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie om de zaak bij dat Hof aanhangig te maken, hetzij tot de andere gemeenschapsorde opdat zij het betwiste reglement aanvecht voor het scheidsgerecht dat bij het nieuwe artikel 502 van het Gerechtelijk Wetboek is opgericht, lijkt theoretisch en illusoir en maakt het niet mogelijk de grief van schending van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens te ontkrachten.

##### *Standpunt van de Ministerraad*

A.2.2. De Ministerraad beweert in de eerste plaats dat de verzoekers niet aantonen in welk opzicht de bestreden reglementering een schending van het gelijkheidsbeginsel zou inhouden: zij voeren immers geen enkele andere categorie van rechtzoekenden aan waarmee zij zouden moeten worden vergeleken. Ten gronde kan het middel niet worden aanvaard in zoverre de bestreden artikelen berusten op een objectief en pertinent criterium van onderscheid dat verband houdt met het specifieke karakter van de raden van de Orde van advocaten ten opzichte van de raden van de andere beroepsorden. Het nagestreefde doel is wettig, namelijk de onafhankelijkheid vrijwaren van een vrij beroep dat nauw verbonden is met de werking van de rechterlijke macht. Tenslotte zijn de aangewende middelen evenredig met het nagestreefde doel, temeer daar de aangevochten wet voor de gemeenschapsorde een bijkomende beroepsmogelijkheid voor het scheidsgerecht tegen de reglementen van de andere orde heeft gecreëerd.

*Standpunt van de Ordre des barreaux francophones et germanophone*

A.2.3. Zowel uit de rechtspraak van het Hof als uit de parlementaire voorbereiding van de aangevochten bepalingen blijkt dat de advocaten een specifiek vrij beroep vormen dat zich van de andere vrije beroepen, zoals de geneesheren en de architecten, onderscheidt. Daarom is het volgens de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* niet discriminerend om voor de advocaten in een bijzondere procedure te voorzien. Hoe dan ook, het kan niet onevenredig of onredelijk worden geacht dat voor de advocaten niet in de mogelijkheid wordt voorzien om die vorderingen in te stellen. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt immers dat de wetgever heeft gewild dat de vordering voor het scheidsrecht uitzonderlijk blijft en een laatste beroepsmogelijkheid vormt in geval van mislukking van een voorafgaand overleg tussen de orden.

De « discriminerende leemte » die door de verzoekers wordt aangevoerd, om reden dat voor de advocaten geen beroep tegen de reglementen van hun orden openstaat, kan zeker geen voldoende motief vormen om de betwiste bepalingen te vernietigen. De bestreden bepalingen zijn in een spoedprocedure aangenomen, aangezien de Nationale Orde hoegenaamd niet meer functioneerde en haar opdrachten werden verzekerd door twee structuren zonder wettelijke grondslag. De wetgever is dus moeten optreden in een heel uitzonderlijke context en om zo snel mogelijk een rechtsvacuüm op te vullen.

In die bijzondere context kan het feit dat de wetgever niet in een rechtstreekse vordering voor de advocaten tegen de reglementen van de orden heeft voorzien, niet als onevenredig worden gekwalificeerd.

Zonder elke discussie over de grond van de hervorming definitief te weren, is de wetgever, rekening houdend met de spoedeisende omstandigheden, ertoe gedwongen in het allernoodzakelijkste te voorzien en de hoge instanties van de balie wettig opgerichte instellingen te bezorgen, zonder alle punten betreffende die aangelegenheid te kunnen vatten. Uit wat voorafgaat volgt dat de wetgever enkel vanwege de dwingende omstandigheden, bij gebrek aan tijd, geen hervorming van de bevoegdheden van de balies heeft kunnen overwegen, onder meer wat de tuchtprocedure betreft.

Tot slot is de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* van mening dat de noodzaak van een rechtstreeks voor de betrokkenen toegankelijk beroep tot vernietiging, waarop de verzoekers zich beroepen op grond van de arresten van het Hof nrs. 33/94 en 31/96, te dezen niet adequaat kan worden aangevoerd, in zoverre in die arresten de noodzaak is bevestigd van een beroep tegen individuele tuchtsancties, die individueel werden uitgesproken, maar niet tegen reglementen die een algemene draagwijdte hebben. Die rechtspraak kan niet in die zin worden geïnterpreteerd dat het Hof zou eisen dat elke betrokkene zou moeten kunnen beschikken over een mogelijk beroep tegen door de orden aangenomen reglementen.

*Standpunt van de v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie*

A.2.4. De v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie komt tussen in het kader van het tweede en het derde middel van het verzoekschrift, zich beroepend op het belang dat zij, rekening houdend met haar maatschappelijk doel, heeft om in rechte te treden tegen de bepalingen die in die twee middelen worden aangevochten in zoverre die bepalingen de advocaten niet de mogelijkheid bieden van een jurisdictioneel beroep, noch tegen de reglementen van de gemeenschapsorde die voor hen bestemd zijn, noch tegen de injunctiemaatregelen van hun stafhouder.

Inzonderheid met betrekking tot het tweede middel betwist de tussenkomende partij niet dat de wetgever, zonder de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te schenden, het toezicht op sommige verordenende handelingen aan de bevoegdheid van de Raad van State zou kunnen onttrekken. Te dezen kan het verschil in behandeling van de beoefenaars van vrije beroepen met betrekking tot de overheid die bevoegd is om kennis te nemen van de wettigheid van een verordeningsakte die uitgaat van de overheden van hun orde, redelijk worden verantwoord, rekening houdend met het bestaan van objectieve criteria verbonden met het beroep van advocaat, wat het Hof trouwens heeft opgemerkt in zijn arrest nr. 23/97.

De tussenkomende partij is evenwel van mening dat de artikelen 502 en 611 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 4 juli 2001, de advocaten het recht op juridische bescherming ontzeggen, terwijl die bescherming aan de beoefenaars van andere vrije beroepen wordt verleend. Inzonderheid de ontstentenis van toezicht op de wettigheid van akten van de orden die het beroep van advocaat regelen op vordering van de betrokken advocaten, stelt een discriminatie in tussen hen en de beoefenaars van andere vrije beroepen. De tussenkomende partij verwijst naar de verschillende vorderingen die ten voordele van geneesheren, architecten en apothekers zijn ingesteld tegen de reglementen die door hun respectieve orden werden aangenomen. De bestreden bepalingen schenden niet alleen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, maar ook die artikelen wanneer zij in samenhang worden gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens : de wetgever heeft immers een discriminatie ingesteld tussen de advocaten, enerzijds, en de beoefenaars van andere vrije beroepen, anderzijds, wat de erkenning van het recht op een eerlijk proces betreft.

In haar memorie van antwoord is de v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie van mening dat het door de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* opgeworpen argument van de voorrang van het algemeen belang van het beroep op het individuele belang van de advocaat voor wie het reglement bestemd is, de eisen van een rechtsstaat waarin de wettigheid moet worden gewaarborgd, niet vervult. Het is trouwens choquerend dat een gemeenschapsorde die " tot taak [heeft] te waken over de eer, de rechten en de gemeenschappelijke beroepsbelangen van [haar] leden " en die alle maatregelen moet nemen die nuttig zijn voor de loyaleit in het beroep alsmede " voor de behartiging van de belangen van de advocaat en van de rechtzoekende " (nieuw artikel 495 van het Gerechtelijk Wetboek ingevoerd bij artikel 14 van de aangevochten wet) aan haar leden het recht ontzegt op de inachtneming van het legaliteitsbeginsel waarvoor zij dagelijks borg staan tijdens de uitoefening van hun taak, wat de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* niet nalaat in herinnering te brengen door te verwijzen naar het arrest nr. 23/97, waarin wordt vastgesteld dat de advocaten de wettelijke verplichting hebben om vrij hun beroep uit te oefenen voor de verdediging van het recht en de vrijheid.

Betreffende het laatste argument van de Orde ten slotte, namelijk het spoedeisend karakter van de aanneming van de wet, is het natuurlijk niet nodig eraan te herinneren dat de feitelijke omstandigheden waarin de wetgever wetgevend dient op te treden, nooit een schending van de Grondwet kunnen verantwoorden. Dat argument is ook van die aard dat het aanleiding geeft tot ongerustheid aangezien op grond daarvan nog ernstiger discriminaties zouden kunnen worden verantwoord.

*Antwoord van de verzoekende partijen*

A.2.5. De verzoekende partijen zijn het eens met de inhoud van de memorie van tussenkomst van de v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie en wensen erop te wijzen dat in het arrest nr. 23/97 van het Hof, waarop de Ministerraad zich beroept, de vroegere beroepsregeling die in de regeling van de aangevochten wet van 4 april 2001 wordt gehandhaafd, hoegenaamd niet wordt goedgekeurd maar dat het onevenredig karakter ervan onomwonden wordt aangeklaagd.

De verzoekers voeren ook nog aan dat, wanneer hun burgerlijk recht om het beroep van advocaat uit te oefenen, zowel in het beginsel als in de uitoefeningsmodaliteiten ervan, wordt geraakt door een reglement van de orde, hun een beroep tot vernietiging ter beschikking moet staan om het uit de juridische ordening te doen verdwijnen. Het recht op een effectieve jurisdictionele bescherming vloeit immers voort uit artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens wanneer het bestaan zelf van een reglement een weerslag heeft op burgerlijke rechten. Mocht het recht op een dergelijke effectieve jurisdictionele bescherming evenwel worden ontkend, dan nog zou het door de wetgever ingestelde verschil in behandeling moeten worden onderzocht. Aangezien de wetgever voor de betrokkenen een beroep tot vernietiging heeft georganiseerd tegen de reglementen van de diverse administratieve overheden (artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State) en met name voor de beoefenaars van andere vrije beroepen ten aanzien van de beroepsregels uitgevaardigd door hun orde, kan hij de advocaten een dergelijke jurisdictionele bescherming niet ontzeggen zonder de grondwettelijke regels van gelijkheid en niet-discriminatie te schenden. In dat opzicht is het immers niet alleen zo dat het objectief criterium van onderscheid dat verband houdt met de verbondenheid van de balie met de rechterlijke orde niet geldt (het is immers voldoende een dergelijk beroep te openen voor een rechtscollege van de rechterlijke orde zoals het Hof van Cassatie, veeleer dan voor een administratief rechtscollege) maar de ontzegging van een rechtsmiddel, aangezien het voor de betrokkenen niet wordt gecompenseerd door de opening van enig gelijkwaardig beroep, schendt bovendien het evenredigheidsbeginsel.

Tenslotte zijn de door de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* aangevoerde omstandigheden waarin de nieuwe wet is aangenomen, voor de verzoekende partijen een manier om in zekere zin het bekritiseerbaar karakter van de hervorming op het vlak van de jurisdictionele beroepen te erkennen. In zijn arrest nr. 56/93 heeft het Hof reeds de gelegenheid gehad om te herinneren aan de drie voorwaarden voor geldigverklaring van een wetgevend initiatief dat tot doel heeft een situatie die als onbevredigend wordt erkend, slechts geleidelijk af te schaffen. In het kader van de bestreden wetgeving blijkt in de parlementaire voorbereiding echter nergens sprake te zijn van de bedoeling om, in de nabije toekomst, voor de betrokkenen zelf een beroep tot vernietiging van de reglementen open te stellen, terwijl die leemte reeds onder de aandacht werd gebracht in het arrest van onbevoegdheid dat op 15 september 1997 door de Raad van State werd uitgesproken, en daarover in Straatsburg werd gedebatteerd.

Bovendien heeft het beroep tot vernietiging waarvan de verzoekende partijen de ontstentenis aanklagen, geenszins tot doel afbreuk te doen aan de drie pijlers van de hervorming, zoals ze door de Ministerraad zelf in zijn memorie zijn beschreven, zodat daarover gunstig kan worden beschikt zonder de stevigheid van het wettelijk bouwwerk opnieuw in het geding te brengen.

Tegen het argument van het gedeeltelijk karakter van de hervorming, die enkel tot doel zou hebben gehad dringend een wettelijk bestaan te geven aan de instellingen die *de facto* in de plaats van de Nationale Orde van Advocaten waren gekomen, kan worden opgeworpen dat, niettegenstaande de beweerde spoedprocedure, de wetgever ervoor heeft gezorgd de bepalingen inzake beroep voor het Hof van Cassatie te verfijnen, dat hij uit het niets een scheidsgerecht heeft opgericht en dat hij ten slotte het naast elkaar bestaan van twee rechtsmiddelen tegen de reglementen van de gemeenschapsorden zorgvuldig heeft georganiseerd. In die context de omstandigheden waarin de wet is aangenomen, aanvoeren in een poging om te verantwoorden dat die vorderingen niet voor de advocaten zelf openstaan, mist geloofwaardigheid.

#### *Ten aanzien van het derde middel*

##### *Het verzoekschrift*

A.3.1. Het derde middel is afgeleid uit de schending, door het nieuwe artikel 611 van het Gerechtelijk Wetboek, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens. Enkel de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, en op verzoek van de Minister van Justitie, kan de bevelen van een stafhouder bij het Hof van Cassatie aanhangig maken. Door artikel 611 van het Gerechtelijk Wetboek aan te passen had de wetgever, volgens de verzoekers, die leemte moeten wegwerken en voorzien in een effectief beroep voor de advocaten. Men moet ervan uitgaan dat de wetgever, door niet in die zin te handelen, zich schuldig heeft gemaakt aan een ongrondwettige inertie.

##### *Standpunt van de Ministerraad*

A.3.2. Volgens de Ministerraad is het middel onontvankelijk, in de eerste plaats omdat daarin niet wordt aangevoerd met welke andere categorie van rechtzoekenden de verzoekers menen te moeten worden vergeleken. Het middel is ook onontvankelijk bij gebrek aan belang vanwege de verzoekers : de aangevochten bepaling kan volgens de Ministerraad op hen geen ongunstige weerslag hebben.

De verzoekers beschikken immers over een rechtsmiddel tegen de bevelen van de stafhouder wanneer zij van mening zijn dat die een feitelijkheid of een machtsoverschrijding vormen.

In ondergeschikte orde is de Ministerraad van mening dat het Hof niet bevoegd is om de opportuniteit of het wenselijk karakter van de invoering van dergelijke beroepen te beoordelen en, inzonderheid, om aan de wetgever enige injunctie te geven om een vermeende leemte in de wetgeving weg te werken.

##### *Standpunt van de Ordre des barreaux francophones et germanophone*

A.3.3. In de eerste plaats wordt, volgens de *Ordre des barreaux francophones et germanophone*, algemeen aangenomen dat de advocaten, in kort geding, een beroep kunnen instellen tegen de bevelen van de stafhouder die een weerslag op hun burgerlijke rechten kunnen hebben. Het bestaan van dat beroep wordt door de bestreden bepalingen geenszins in het geding gebracht.

Vervolgens rijzen vragen bij de pertinentie van de bepalingen die door de verzoekers tot staving van hun beroep worden aangevoerd. Kan artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens weliswaar worden aangevoerd bij tuchtgeschillen, dan is dat niet het geval wanneer het gaat om de toepassing van een kleine tuchtstraf. In zoverre de verzoekers kritiek hebben op de « ongrondwettige inertie » van de wetgever, dient eraan te worden herinnerd dat hij met een spoedprocedure is opgetreden, gelet op de noodzaak om de structuren van de balie snel te regulariseren.

##### *Standpunt van de v.z.w. Syndicat des avocats pour la démocratie*

A.3.4. De tussenkomenende partij herinnert eraan dat de leden van andere gereguleerde vrije beroepen, zoals de geneesheren en de apothekers, over een specifiek beroep beschikken tegen de bevelen die vergelijkbaar zijn met die welke de stafhouder aan de advocaten geeft. Om dezelfde redenen als die welke in het kader van het onderzoek van het tweede middel zijn uiteengezet, kan het verschil in behandeling bij het openstellen van een beroep met volle rechtsmacht niet worden verantwoord in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het door de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* aangevoerde spoedeisende karakter kan natuurlijk geen discriminatie verantwoorden die in strijd is met de Grondwet.

*Antwoord van de verzoekende partijen*

A.3.5. De verzoekers wensen in herinnering te brengen dat enkel een recente en minoritaire rechtspraak de bevoegdheid van de rechter in kort geding erkent om van de beslissingen van de stafhouder kennis te nemen, en zulks enkel in dringende gevallen en bij voorraad. Dat beroep, waarvan de Ministerraad en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* gewag maken, is dus geenszins een beroep met volle rechtsmacht. Te dezen kan dus niet worden voldaan aan de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

— B —

*Ten aanzien van de bestreden bepalingen*

B.1.1. Artikel 495 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij artikel 14 van de wet van 4 juli 2001 tot wijziging, met betrekking tot de structuren van de balie, van het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis bepaalt :

« De Orde van Vlaamse balies en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* hebben, elk voor de balies die er deel van uitmaken, de taak te waken over de eer, de rechten en de gemeenschappelijke beroepsbelangen van hun leden en zijn bevoegd voor de juridische bijstand, de stage, de beroepsopleiding van de advocaten-stagiairs en de vorming van alle advocaten behorende tot de balies die er deel van uitmaken.

Ze nemen initiatieven en maatregelen die nuttig zijn voor de opleiding, de tuchtrechtelijke regels en de loyaliteit in het beroep en voor de behartiging van de belangen van de advocaat en van de rechtzoekende.

Elk van beide kan betreffende die aangelegenheden voorstellen doen aan de bevoegde overheden. »

Artikel 496 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij artikel 14 van dezelfde wet, bepaalt :

« Met betrekking tot de bevoegdheden bepaald in artikel 495 stellen de Orde van Vlaamse balies en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* passende reglementen vast.

Met het oog op de betrekkingen tussen de leden van de onderscheiden balies die er deel van uitmaken, bepalen zij de regels en gebruiken van het beroep van advocaat en brengen er eenheid in. Te dien einde stellen zij passende reglementen vast. »

B.1.2. De artikelen 501 en 502 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij hetzelfde artikel 14 van de voormelde wet, bepalen :

« Art. 501. § 1. De in artikel 611 bedoelde vordering wordt binnen twee maanden na de in artikel 497 bedoelde kennisgeving ingesteld door de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie.

Ze wordt ter kennis gebracht aan de Orde van Vlaamse balies en aan de *Ordre des barreaux francophones et germanophone*.

§ 2. Tijdens de in § 1 bedoelde termijn en, in voorkomend geval, tot de uitspraak van het arrest worden de toepassing van een reglement en de in artikel 502, § 1, eerste lid, bedoelde termijn voor het instellen van de vordering opgeschort.

§ 3. Wanneer de in § 1 bedoelde vordering is ingesteld, kunnen de Orde van Vlaamse balies en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* in de procedure tussenkomen door middel van een verzoekschrift overeenkomstig artikel 813. De tussenkomst moet binnen twee maanden na de in § 1, tweede lid, bedoelde kennisgeving plaatsvinden.

In dat geval kunnen de Orde van Vlaamse balies en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* nieuwe middelen aanvoeren gegrond op een bevoegdheidsoverschrijding, de strijdigheid met de wetten of de onregelmatige aanneming van het bestreden reglement. »

« Art. 502. § 1. Onverminderd het bij artikel 505 verplicht gestelde voorafgaande overleg kunnen de Orde van Vlaamse balies en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* een vordering tot nietigverklaring instellen tegen alle reglementen die overeenkomstig artikel 496 werden aangenomen. Die vordering wordt ingesteld bij een scheidsgerecht samengesteld uit zeven leden van wie er drie voor een duur van twee jaar worden aangewezen door, respectievelijk, elke van de voornoemde Ordes. Zij wijzen in onderlinge overeenstemming een zevende lid aan, dat het voorzitterschap zal waarnemen. Zo geen overeenstemming wordt bereikt over het voorzitterschap, wordt dat opgedragen aan de pro-stafhouder van de Orde van advocaten bij het Hof van Cassatie of, zo die verhinderd is, aan diens voorganger.

Ingeval een arbiter dient te worden vervangen, wordt zijn opvolger slechts aangewezen om het oorspronkelijke mandaat te voltooien.

Het mandaat van arbiter staat open voor advocaten die sedert ten minste vijftien jaar lid zijn van de balie of voor advocaten die gedurende ten minste drie jaar stafhouder of lid zijn geweest van de raad van de Orde van een balie, dan wel voor advocaten die lid zijn geweest van de raad van de Orde van advocaten bij het Hof van Cassatie. De arbiters mogen niet betrokken zijn geweest bij de totstandkoming van de betwiste beslissing.

§ 2. De in § 1 bedoelde vordering kan worden ingesteld tegen alle reglementen die :

- zouden neerkomen op een bevoegdheidsoverschrijding, strijdig zouden zijn met de wetten of op onregelmatige wijze zouden zijn aangenomen;

- een gevaar zouden betekenen voor de eer van de Orde van advocaten en voor de handhaving van de beginselen van waardigheid, rechtschapenheid en kiesheid die aan het beroep van advocaat ten grondslag liggen zoals die zijn omschreven in artikel 456, eerste lid, alsook in de internationale deontologische voorschriften.

Zo de in artikel 611 bedoelde vordering wordt ingesteld, mag het scheidsgerecht zich niet uitspreken over middelen geput uit een bevoegdheidsoverschrijding, de niet-naleving van de wetten of het onregelmatige aannemen van het aangevochten reglement.

§ 3. Het scheidsgerecht doet uitspraak in eerste en in laatste aanleg. Het kan een aangevochten reglement slechts geheel of gedeeltelijk vernietigen voor zover vijf leden zich voor de vernietiging uitspreken; bij de arbitrale uitspraak kan een minderheidsnota worden gevoegd.

§ 4. Voor alles wat niet uitdrukkelijk wordt geregeld door dit boek, zijn de bepalingen van het zesde deel van dit Wetboek van overeenkomstige toepassing op de procedure.

§ 5. De vordering wordt betekend aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie en aan de andere Orde. »

B.1.3. Artikel 611 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij artikel 15 van dezelfde voormelde wet, bepaalt voortaan :

“ Het Hof van Cassatie neemt ook kennis van vorderingen tot nietigverklaring van de reglementen van de Orde van Vlaamse balies en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* die door overschrijding van bevoegdheid zijn aangetast, tegen de wetten indruisen of op onregelmatige wijze zijn aangenomen. ”

*Ten aanzien van het eerste middel*

B.2. Het eerste middel is afgeleid uit de schending, door de artikelen 495 en 496 van het Gerechtelijk Wetboek, van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de vrijheid van handel en nijverheid, artikel 23 van de Grondwet en de artikelen 10 en 81 van het E.G.-Verdrag.

De nieuwe artikelen 495 en 496 van het Gerechtelijk Wetboek zouden aan de gemeenschapsorden een te ruime machtiging verlenen, omdat zij hen de bevoegdheid toekennen om de toegang tot het beroep van de advocaten-stagiairs te regelen, terwijl een beroepsorde niet op eigen initiatief de toegang tot het beroep dat zij wordt geacht te overkoepelen, kan beperken, zonder dat de openbare overheden op die beperking een minimum aan toezicht uitoefenen. Die mogelijkheid om de toegang tot het beroep te beperken, zou men niet terugvinden bij de beoefenaars van andere vrije beroepen, zoals de geneesheren of de architecten, voor wie de opleidingsvoorwaarden door een wettelijke machtiging nauwkeurig worden bepaald onder het toezicht van de openbare overheden.

Die bepalingen zouden een discriminatie inhouden tussen de advocaten-stagiairs en de stagiairs van andere vrije beroepen, in zoverre zij het mogelijk maken regels vast te stellen die onder meer betrekking hebben op de stage en de beroepsopleiding van de advocaten-stagiairs, zonder dat de wet zelf de essentiële voorwaarden van die opleiding en het toezicht door de openbare overheden op de inhoud ervan vaststelt.

De bestreden bepalingen zouden ook een schending van de artikelen 10 en 81 van het E.G.-Verdrag inhouden, in zoverre het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen van mening is dat, om een bevoegdheid tot zelfregulering aan de orden van de vrije beroepen te kunnen overdragen, alsmede een bevoegdheid om beperkende maatregelen aan te nemen inzake mededinging, twee voorwaarden dienen te worden vervuld. In de eerste plaats zou de inhoud van de essentiële regels van het beroep rechtstreeks of indirect door de openbare overheden moeten worden vastgesteld, via een toezicht *a priori* en *a posteriori*. Vervolgens zou voor de leden van het beroep een effectief beroep tegen de beslissingen van de organen van de orde moeten openstaan voor de gemeenschappelijke rechtscolleges, en niet enkel voor de overheden van de orde.

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het middel*

B.3.1. De Ministerraad en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* beweren dat de verzoekende partijen niet doen blijken van het vereiste belang om het eerste middel aan te voeren. De situatie van de verzoekende partijen, die handelen in hun hoedanigheid van advocaat en eventuele stagemeeester, zou immers niet rechtstreeks en ongunstig door de bestreden bepalingen kunnen worden geraakt in zoverre die bepalingen enkel nadeel zouden berokkenen aan de advocaten-stagiairs die door de verzoekende partijen werkelijk zouden kunnen worden opgeleid, wat de verzoekende partijen te dezen niet zouden aantonen.

B.3.2. In het verlangde van het verzoekschrift voeren de verzoekende partijen in hun memorie van antwoord aan dat de meesten onder hen stagemeeester zijn. In die hoedanigheid vrezen zij dat de uitoefening van de bevoegdheden die recent bij de nieuwe artikelen 495 en 496 van het Gerechtelijk Wetboek aan de gemeenschapsorden werden toegewezen, de arbeidsvoorwaarden in hun kabinet zou wijzigen en de autonomie die hun in het beheer van hun kabinetten toekomt, zou aantasten.

B.4. Niet alleen in hun hoedanigheid van stagemeeester hebben de verzoekende partijen belang bij de vernietiging van twee bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek die voortaan aan de gemeenschapsorden bevoegdheden toekennen op het vlak van de opleiding van de stagiairs, maar ook in hun hoedanigheid van advocaat hebben zij belang om diezelfde bepalingen aan te vechten in zoverre die bepalingen aan de gemeenschapsorden ook bevoegdheden toekennen op het vlak van de vorming van de advocaten. De verzoekende partijen kunnen dus in die twee hoedanigheden door de bestreden bepalingen worden geraakt.

B.5. De excepties van onontvankelijkheid worden verworpen.

*Ten gronde*

B.6.1. Artikel 23 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden.

Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

Die rechten omvatten inzonderheid :

1° het recht op arbeid en op de vrije keuze van beroepsarbeid in het raam van een algemeen werkgelegenheidsbeleid dat onder meer gericht is op het waarborgen van een zo hoog en stabiel mogelijk werkgelegenheidspeil, het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning, alsmede het recht op informatie, overleg en collectief onderhandelen;

[...] ».

B.6.2.1. Uit de voormelde bepaling en uit artikel 6, § 1, VI, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen volgt dat het de federale wetgever toekomt de toegang tot het beroep te regelen en het recht op arbeid te verzekeren met inachtneming van de vrijheid van handel en nijverheid en van de voorwaarden die in artikel 23 van de Grondwet zijn opgesomd.

B.6.2.2. Te dezen verleent artikel 495 van het Gerechtelijk Wetboek aan de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* en aan de Orde van Vlaamse balies bevoegdheden inzake de juridische bijstand, de stage, de beroepsopleiding van de advocaten-stagiairs en de vorming van alle advocaten behorende tot de balies die er deel van uitmaken. Die bevoegdheid moet, naar luid van de voormelde bepaling, evenwel worden uitgeoefend in het kader van de " taak te waken over de eer, de rechten en de gemeenschappelijke beroepsbelangen van hun leden ", taak die door de wetgever specifiek is opgedragen aan de twee gemeenschapsorden die bij de wet van 4 april 2001 zijn opgericht. Dezelfde bepaling preciseert ook dat de orden de nodige initiatieven en maatregelen nemen, onder meer inzake de tuchtrechtelijke regels en de loyaleit in het beroep alsmede voor de behartiging van de belangen van de advocaat en van de rechtzoekende. De wetgever heeft aldus duidelijk de taak omschreven die hij aan de twee gemeenschapsorden wilde toewijzen alsmede de taak die de advocaten in de maatschappij dienen te volbrengen. Het is dus niet juist, zoals de verzoekende partijen beweren, dat de wetgever niet voorafgaandelijk het kader zou hebben bepaald waarin de aan de gemeenschapsorden toegewezen bevoegdheden moeten worden uitgeoefend.

B.6.3. De artikelen 501, 502 en 611 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de voormelde wet van 4 april 2001, voorzien in twee beroepsmogelijkheden tegen de door de gemeenschapsorden aangenomen reglementen. Een eerste is voorbehouden aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, wordt ingesteld voor het Hof van Cassatie en heeft tot doel reglementen van de orden te vernietigen die door bevoegdheidsoverschrijding zouden zijn aangetast, die in strijd zouden zijn met de wet of die onregelmatig zouden zijn aangenomen. Een tweede beroepsmogelijkheid verleent aan een scheidsgerecht de bevoegdheid om kennis te nemen van beroepen tot vernietiging die door elk van de twee gemeenschapsorden worden ingesteld tegen de reglementen die door de andere orde worden aangenomen.

Daaruit volgt dat, in tegenstelling met wat de verzoekende partijen beweren, de wetgever wel degelijk in een « minimumtoezicht » op de door de orden aangenomen reglementen heeft voorzien.

B.7.1. De bevoegdheden die aan de gemeenschapsorden zijn toegewezen, met name inzake de opleiding van de advocaten-stagiairs en de vorming van de advocaten, hebben tot doel de kwaliteit van de dienstverlening van de advocaat te verzekeren en zijn onafhankelijkheid te waarborgen. De wetgever heeft het beroep van advocaat rechtstreeks betrokken bij de openbare dienst van de rechtsbedeling en het is in die hoedanigheid verbonden met de rechterlijke orde. Door aan de gemeenschapsorden de bevoegdheid toe te vertrouwen om passende reglementen aan te nemen, onder meer met betrekking tot de hierboven in herinnering gebrachte aangelegenheden, met uitsluiting van een overheid die onder de uitvoerende macht ressorteert, heeft de wetgever een maatregel genomen die in verhouding staat tot de doelstelling die hij nastreeft.

B.7.2. Voor de toegang tot en de uitoefening van het beroep van advocaat gelden andere regels dan die welke voor andere vrije beroepen zijn vastgesteld.

Krachtens artikel 444, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek moeten de advocaten vrij hun ambt uitoefenen ter verdediging van het recht en van de waarheid. Zij kunnen worden opgeroepen om rechters en ambtenaren van het openbaar ministerie te vervangen (artikel 442). Zij kunnen ambtshalve worden aangewezen (artikelen 446 en 455*bis*, § 1). Zij moeten voorzien in de bijstand aan minvermogenden (artikel 455, § 1).

Die regels en beginselen zijn eigen aan het beroep van advocaat.

B.8. De bestreden maatregelen zouden onevenredig zijn met het nagestreefde doel indien zij ertoe zouden leiden dat de beroepsactiviteiten van de advocaten zouden ontsnappen aan elke vorm van toezicht.

Uit de in B.6.2 en B.6.3 vermelde overwegingen blijkt dat zulks te dezen niet het geval is.

B.9. Wat de aangevoerde schending van de artikelen 10 en 81 van het E.G.-Verdrag betreft, komen de argumenten van de verzoekende partijen in wezen erop neer dat de advocaten niet de mogelijkheid hebben om individueel een beroep in te stellen, wat samen met het tweede middel zal worden onderzocht.

B.10. Het middel is niet gegrond.

*Ten aanzien van het tweede middel*

B.11.1. De verzoekende partijen voeren ook de schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, doordat de artikelen 501, 502 en 611 van het Gerechtelijk Wetboek niet voorzien in een mogelijkheid tot het instellen van een individueel beroep tegen een door de gemeenschapsorden aangenomen onwettig of met de deontologie strijdig reglement. Enkel de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, die de zaak voor het Hof van Cassatie kan brengen, en de andere gemeenschapsorde, die de zaak bij het daartoe opgerichte scheidsgerecht aanhangig kan maken, kunnen een beroep tot vernietiging instellen. Uit de uiteenzetting van het middel blijkt dat dit alleen de afwezigheid van beroep betreft voor advocaten en voor degenen die tot dat beroep toegang willen hebben. Het recht op toegang tot een rechtscollege dat moet worden erkend aan ieder persoon die door een onwettige norm wordt geraakt, zou aldus worden geschonden.

B.11.2. De Ministerraad en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* zijn van mening dat het Hof niet bevoegd is om te oordelen over de opportuniteit of het wenselijk karakter van de invoering van de in het middel bedoelde beroepen, en inzonderheid om enige aanmaning aan de wetgever te geven om een leemte in de wetgeving weg te werken.

B.11.3. In tegenstelling tot wat de Ministerraad en de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* aanvoeren, is het Hof bevoegd om kennis te nemen van het middel, omdat daarin een verschil in behandeling wordt aangeklaagd dat uit wettelijke bepalingen voortvloeit.

B.12. In zoverre in het middel het ontbreken van een beroepsmogelijkheid voor degenen die advocaat zijn of het wenselijk te worden wordt aangevoerd tegen de door de gemeenschapsorden aangenomen reglementen, vloeit het verschil in behandeling met de beoefenaars van andere vrije beroepen voort uit het feit dat deze laatsten beschikken over een beroep voor de Raad van State.

B.13. Doordat de wetgever het beroep van advocaat heeft gekoppeld aan de openbare dienst van de rechtsbedeling en doordat hij de onafhankelijkheid van de advocaat en de kwaliteit van zijn diensten heeft willen garanderen, vermocht hij, niet aan de Raad van State, maar aan het Hof van Cassatie of aan een scheidsgerecht de bevoegdheid te verlenen om kennis te nemen van de beroepen tot vernietiging tegen de reglementen die door de gemeenschapsorden zijn aangenomen.

B.14. Door het recht om dat beroep in te stellen, voor te behouden aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie en aan de andere gemeenschapsorde, en door geen beroep te organiseren ten voordele van de advocaat of van diegene die het wenst te worden, die zich persoonlijk benadeeld zou achten door het reglement van een gemeenschapsorde, heeft de wetgever daarentegen op een onverantwoorde wijze inbreuk gemaakt op het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie krachtens hetwelk alle burgers een gelijk recht op een jurisdictionele bescherming hebben.

B.15. Het middel is gegrond.

*Ten aanzien van het derde middel*

B.16. In het derde middel uiten de verzoekende partijen kritiek op het feit dat tegen de bevelen van de stafhouder geen rechtstreeks beroep tot vernietiging kan worden ingesteld door de advocaten voor wie die bevelen bestemd zijn.

B.17. Het Hof stelt vast dat het middel geen betrekking heeft op de bestreden bepalingen, die geenszins handelen over de individuele maatregelen die de stafhouder gemachtigd zou zijn te nemen in zijn hoedanigheid van hoofd van de Orde, vermits het beroep dat tegen die bevelen is ingesteld, georganiseerd is door het niet aangevochten artikel 610 van het Gerechtelijk Wetboek.



*Ten aanzien van de handhaving van de gevolgen van de vernietigde bepalingen*

B.18. Rekening houdend met het feit dat de vernietiging van de artikelen 501 en 502 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij artikel 14 van de wet van 4 juli 2001, enkel is gemotiveerd door de ontstentenis van een beroepsmogelijkheid voor de advocaat of diegene die het wenst te worden, zonder diezelfde artikelen vanuit een ander standpunt in het geding te brengen, dienen, met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, de gevolgen ervan te worden gehandhaafd voor de duur van één jaar vanaf de bekendmaking van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*.

Om die redenen,  
het Hof

- vernietigt de artikelen 501 en 502 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals vervangen bij artikel 14 van de wet van 4 juli 2001 tot wijziging, met betrekking tot de structuren van de balie, van het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen voor de duur van één jaar vanaf de bekendmaking van dit arrest in het *Belgisch Staatsblad*;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 28 januari 2003, door de voormelde zetel, in afwezigheid van de rechters A. Alen en J.-P. Moerman, wettig verhinderd.

De griffier,  
L. Potoms.

De voorzitter,  
M. Melchior.

---

**SCHIEDSHOF**

D. 2003 — 461

[2003/200053]

**Urteil Nr. 16/2003 vom 28. Januar 2003**

Geschäftsverzeichnisnummer 2332

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 495, 496, 501, 502 und 611 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch die Artikel 14 und 15 des Gesetzes vom 4. Juli 2001 (Rechtsanwaltschaftsstrukturen), erhoben von J.-M. Arnould und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

**I. Gegenstand der Klage**

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 24. Januar 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 25. Januar 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben J.-M. Arnould, wohnhaft in 7000 Mons, rue de la Biche 18, E. Balate, wohnhaft in 7190 Ecaussinnes, avenue de la Déportation 31, J.-P. Brilmaker, wohnhaft in 4000 Lüttich, rue Rouveroy 5, J.-M. Dermagne, wohnhaft in 5580 Rochefort, rue de Ciney 105, J.-L. Dessy, wohnhaft in 4520 Wanze, place Faniel 13, M. Ellouze, wohnhaft in 4000 Lüttich, rue de la Préfecture 34, J. Pierre, wohnhaft in 4000 Lüttich, quai Van Hoegaerden 2/146F, und M. Uyttendaele, wohnhaft in 1200 Brüssel, avenue de Broqueville 127, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 495, 496, 501, 502 und 611 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch die Artikel 14 und 15 des Gesetzes vom 4. Juli 2001 (Rechtsanwaltschaftsstrukturen) (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. Juli 2001).

**II. Verfahren**

Durch Anordnung vom 25. Januar 2002 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 11. März 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. März 2002.

Durch Anordnung vom 23. April 2002 hat der Vorsitzende M. Melchior auf Antrag des Ministerrats vom 22. April 2002 die für die Einreichung eines Schriftsatzes vorgesehene Frist um fünfzehn Tage verlängert.

Diese Anordnung wurde dem Ministerrat mit am 23. April 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- der VoG Syndicat des avocats pour la démocratie, mit Sitz in 1060 Brüssel, rue Berckmans 83, mit am 22. April 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, rue Washington 40, 1050 Brüssel, mit am 22. April 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- dem Ministerrat, rue de la Loi, 16, 1000 Brüssel, mit am 8. Mai 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 15. Mai 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- den klagenden Parteien, mit am 14. Juni 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der VoG Syndicat des avocats pour la démocratie, mit am 14. Juni 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 27. Juni 2002 und vom 19. Dezember 2002 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 24. Januar 2003 bzw. 24. Juli 2003 verlängert.

Durch Anordnung 7. November 2002 hat der Vorsitzende M. Melchior die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 27. November 2002 anberaumt.

Diese letztgenannte Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 8. November 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 27. November 2002

- erschienen

. RAin K. Zidelmal *loco* RA G.-H. Beauthier, in Brüssel zugelassen, RA L. Misson und RAin S. Bredael, in Lüttich zugelassen, ebenfalls *loco* RA P. Mayence, in Charleroi zugelassen, und *loco* RA M. Preumont, in Namur zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RA V. Letellier, ebenfalls *loco* RAin A. Schaus, in Brüssel zugelassen, für die VoG Syndicat des avocats pour la démocratie,

. RA P. Legros und RA F. Gosselin *loco* RA J. Sohier, in Brüssel zugelassen, für die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften,

. RA P. Hofströssler, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

- haben die referierenden Richter J.-P. Snappe und A. Alen Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

### III. In rechtlicher Beziehung

— A —

#### In bezug auf den ersten Klagegrund

##### Klageschrift

A.1.1. Die klagenden Parteien erinnern zunächst an die Fakten vor der Annahme des Gesetzes vom 4. Juli 2001, dessen Hauptzweck darin bestehe, die Nationale Anwaltskammer durch die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften einerseits und die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften andererseits zu ersetzen, und weisen nach, daß sie ein Interesse an der Nichtigkeitserklärung des neuen Artikels 495 des Gerichtsgesetzbuches hätten, der diesen beiden Einrichtungen die Zuständigkeit für die Regelung der Praktika und der Berufsausbildung der Anwaltspraktikanten verleihe; die Parteien seien alle Anwälte bei einer Rechtsanwaltschaft der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und leiteten einen ersten Klagegrund gegen die neuen Artikel 495 und 496 des Gerichtsgesetzbuches ab aus dem Verstoß der vorgenannten Bestimmungen gegen Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, gegen den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit, gegen Artikel 23 der Verfassung sowie gegen die Artikel 10 und 81 des EG-Vertrags in Verbindung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung.

Nach Ansicht der klagenden Parteien dürfe eine Berufskammer nicht aus eigener Initiative den Zugang zu dem Beruf einschränken, den sie leiten solle. Die Ausbildungsbedingungen für die Ausübung eines gesetzlich geregelten freien Berufes müßten sich auf einer Ermächtigung des Gesetzgebers stützen, die in diesem Fall zu weit gehe, insofern die öffentliche Hand keinerlei Kontrolle über den Inhalt der Erfordernisse ausübe, die durch die Behörden der Rechtsanwaltschaft angeordnet werden könnten.

Für die anderen freien Berufe, die mit dem Anwaltsberuf vergleichbar seien, würden die Bedingungen nach Ansicht der klagenden Parteien im Rahmen einer präzisen Ermächtigung durch die öffentliche Hand oder unter ihrer strengen Kontrolle festgelegt. So gebe es für die Ärzte zahlreiche königliche Anerkennungserlasse in bezug auf den Rahmen und die Bedingungen der Praktika. Die angefochtenen Bestimmungen führten einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen den Anwaltspraktikanten und den Praktikanten anderer freier Berufe ein und verstießen somit gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Die in diesem Fall vom Gesetzgeber verliehene übermäßige Ermächtigung verstoße überdies gegen die Artikel 10 und 81 des EG-Vertrags, die unter Berücksichtigung ihrer Auslegung durch den Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften erforderten, daß zwei Bedingungen erfüllt seien, damit die Übertragung einer Zuständigkeit zur Selbstregelung an Berufskammern der freien Berufe zulässig sei, nämlich:

- Die öffentliche Hand müsse sich die Zuständigkeit vorbehalten, selbst direkt oder indirekt den Inhalt der grundlegenden Regeln des Berufes mittels einer Kontrolle *a priori* oder *a posteriori* festzulegen.

- Die Angehörigen des Berufs müßten vor den gemeinrechtlichen Rechtsprechungsorganen und nicht nur vor den Instanzen der Berufskammer über ein wirksames Rechtsmittel gegen die Beschlüsse der Organe der Berufskammer verfügen, um Verletzungen des Wettbewerbsrechtes sowohl durch Einzelbeschlüsse als auch durch Maßnahmen mit allgemeiner Tragweite anzuklagen.

##### Standpunkt des Ministerrates

A.1.2. Der Ministerrat vertritt zunächst den Standpunkt, daß die Kläger nicht das erforderliche Interesse aufwiesen, um den ersten Klagegrund geltend zu machen. Sie wiesen nicht nach, daß sie tatsächlich Praktikumsleiter seien, während sie in Wirklichkeit als Vertreter der Interessen der zukünftigen Praktikanten aufträten. Die angefochtenen Normen hätten somit keine direkte und nachteilige Auswirkung auf ihre Lage.

Überdies sei der erste Klagegrund auch unzulässig, da er nicht ausreichend präzisiere, inwiefern gegen die angefochtenen Bestimmungen verstoßen werde.

Zur Hauptsache vertritt der Ministerrat den Standpunkt, der erste Klagegrund sei nicht annehmbar. Zunächst seien die Rechtsanwälte nicht vergleichbar mit den Inhabern anderer freier Berufe. In diesem Zusammenhang erinnert der Ministerrat an die Begründung des Urteils des Hofes Nr. 23/97, woraus nach seinem Dafürhalten zu schlußfolgern sei, daß der Gesetzgeber für die Rechtsanwälte eine besondere Regelung für die Ausbildung und den Zugang zum Beruf habe einführen können. Sollte der Beruf des Rechtsanwalts mit anderen freien Berufen verglichen werden können, so sei das Unterscheidungskriterium objektiv und sachdienlich, da es auf den Besonderheiten der Aufgaben der Rechtsanwaltschaft beruhe.

Nach Darlegung des Ministerrates sei der Klagegrund ebenfalls nicht annehmbar, insofern er den Verstoß gegen Artikel 23 der Verfassung geltend mache, da diese Bestimmung keine direkte Auswirkung habe. Die Handels- und Gewerbefreiheit sei keine absolute Freiheit, wenn man sich insbesondere auf das Urteil Nr. 100/2001 des Hofes vom 13. Juli 2001 stütze. Und schließlich sei der angeführte Verstoß gegen die Artikel 10 und 81 des EG-Vertrags ebenfalls rechtlich mangelhaft. Nach Ansicht des Ministerrates sei der Hof nicht befugt, über diesen Teil des Klagegrunds zu befinden, da dies voraussetze, daß der Hof einen etwaigen Verstoß gegen die europäische Gesetzgebung feststellen würde.

Der Ministerrat führt am Ende seiner Darlegungen zum ersten Klagegrund an, der Gesetzgeber verfolge ein rechtmäßiges und sachdienliches Ziel, nämlich die Qualität der Dienstleistungen des Rechtsanwaltes sichern und seine Unabhängigkeit gewährleisten, und es bestehe ein Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit zwischen den eingesetzten Mitteln und dem angestrebten Ziel.

#### *Standpunkt der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften*

A.1.3. Wie der Ministerrat führt die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften zunächst an, daß der erste Klagegrund in Ermangelung eines Interesses seitens der Kläger unzulässig sei. Die Lage der Kläger, die als Rechtsanwälte und als potentielle Praktikumsleiter handelten, könne nur direkt und nachteilig durch die angefochtenen Bestimmungen berührt werden, insofern diese Bestimmungen den Anwaltspraktikanten, die sie ausbilden könnten, zum Nachteil reichen könnten, was die Kläger in diesem Fall nicht geltend machten.

Hilfsweise erinnert die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften zur Hauptsache daran, daß der Hof bereits für Recht erkannt habe, daß den Räten der Anwaltskammer aufgrund der besonderen Beschaffenheit des Anwaltsberufes eine unterschiedliche Behandlung vorbehalten werden könne, auch wenn die Tätigkeiten der Kammern mit denjenigen der anderen freien Berufe vergleichbar seien. Der Ministerrat verweist auf das Urteil Nr. 23/97 des Schiedshofes. Die Rolle als Mitarbeiter der Justiz und die spezifische Beschaffenheit der Funktion des Rechtsanwaltes würden durch die angefochtenen Bestimmungen nicht in Frage gestellt. Im Gegenteil, der Gesetzgeber habe bestätigt, daß besondere Regeln für die Rechtsanwälte festgelegt werden müßten wegen der besonderen Beschaffenheit dieses Berufes. Diese besondere Beschaffenheit sei objektiv und vernünftig.

In bezug auf den Verstoß gegen den Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit ist die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften der Auffassung, daß dieser Verstoß nur zu berücksichtigen sei, insofern die angefochtenen Bestimmungen, obwohl sie die Möglichkeit einer Regelung des Zugangs zum Beruf umfaßten, keinesfalls von sich aus ohne weiteres die Unmöglichkeit bewirkten, eine Wirtschaftstätigkeit auszuüben.

Die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften fährt fort, es sei auch falsch, daß die angefochtenen Bestimmungen keine Kontrolle durch die öffentliche Hand vorsähen. Als Mitarbeiter, die mit der richterlichen Gewalt verbunden seien, dürften die Kammern in keinem Fall einer Kontrolle unterliegen, die entweder durch die ausführende Gewalt oder durch die gesetzgebende Gewalt ausgeführt würde, und zwar aufgrund der Gewaltentrennung. Die vom Generalprokurator beim Kassationshof ausgeübte Kontrolle sei diejenige, die unter anderem vom Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften gefordert werde.

#### *Erwiderungsschriftsatz*

A.1.4. In bezug auf ihr Interesse an der Klageerhebung führen die klagenden Parteien an, die meisten von ihnen seien derzeit Praktikumsleiter. Sie befürchteten, daß die Ausübung der Zuständigkeiten, die nun durch die neuen Artikel 495 und 496 des Gerichtsgesetzbuches den Gemeinschaftskammern zugeteilt worden seien, zu protektionistischen Regelungen führen könnte, die Handlungen in bezug auf die Eintragung in das Rechtsanwaltsverzeichnis unbegründeterweise vermehren oder zu Fällen der Nichteintragung in die Liste der Praktikanten führen würden. Die Arbeitsbedingungen in ihren Kanzleien könnten beeinträchtigt werden.

Im Zusammenhang mit der vom Ministerrat angeführten unzureichenden Erläuterung des ersten Klagegrunds führen die klagenden Parteien an, daß diese Kritik faktisch mangelhaft sei. Sie bemängelten die unbegrenzte Befugnisübertragung durch den Gesetzgeber auf die Kammern; es sei somit indirekt der Zugang zum Beruf, der Probleme verursache. Das Dekret " d'Allarde " sei ausdrücklich in der Klageschrift angeführt worden. Die Bestimmungen würden im übrigen bemängelt, insofern sie in Verbindung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung zu lesen seien.

Im Zusammenhang mit der vom Ministerrat angeführten mangelnden Vergleichbarkeit behaupten die klagenden Parteien, der Schiedshof habe in dem angeführten Urteil Nr. 23/97 einen entgegengesetzten Standpunkt zu demjenigen eingenommen, den der Ministerrat darin zu lesen glaube. Aus diesem Urteil könne nach Darstellung der klagenden Parteien nicht abgeleitet werden, daß der Hof bereit sei, alle Behandlungsunterschiede zwischen den Rechtsanwälten und den Inhabern von anderen freien Berufen zu rechtfertigen. In diesem Fall wollten sie das Fehlen einer präzisen gesetzgebenden Ermächtigung und einer Kontrolle der öffentlichen Hand über den Inhalt der Erfordernisse, die durch die Gemeinschaftskammern in bezug auf Praktika und Berufsausbildung angeordnet werden könnten, bemängeln, was im Gegensatz zu der Situation der anderen freien Berufe stehe, in denen Klagen vor Gericht *a posteriori* kombiniert seien mit einer Kontrolle *a priori*, die systematisch von der öffentlichen Hand beim Zugang zum Beruf ausgeübt werde.

Auch wenn zu vermeiden sei, daß die Kammer sich der ausführenden Gewalt unterwerfe, könne man die Regelung des Praktikums nicht den Berufsinstanzen selbst überlassen, da diese Regelung eine direkte Auswirkung auf den Zugang zum Beruf habe. Abschließend führen die klagenden Parteien an, daß zumindest der Gleichheitsgrundsatz verletzt werde, da für sie kein ausreichendes System der Rechtsmittel einlegung vor Gericht organisiert werde.

In bezug auf den Verstoß gegen die Artikel 10 und 81 des EG-Vertrags sei der Ministerrat nach Ansicht der Kläger nicht auf ihr Argument eingegangen; er äußere sich nämlich zum ehemaligen Artikel 89 des Vertrags, während in der Nichtigkeitsklageschrift eine Unvereinbarkeit mit den Artikeln 10 und 81 angeführt werde.

In diesem Zusammenhang schlagen die klagenden Parteien vor, daß der Hof in Anwendung von Artikel 234 des Vertrags dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften die folgende Vorabentscheidungsfrage stellen solle:

" Hat der Gesetzgeber nicht gegen die Artikel 10 und 81 des EG-Vertrags verstoßen, indem er den Gemeinschaftskammern der Rechtsanwälte die Zuständigkeit übertragen hat, Vorschriften zu erlassen, die von sich aus unmittelbar zwingend sind in bezug auf die Praktika und die Berufsausbildung der Anwaltspraktikanten, ohne eine Kontrolle durch die öffentliche Hand über den Inhalt dieser Anforderungen vorzusehen, ohne die wesentlichen diesbezüglichen Regeln vorzusehen und ohne Rechtsmittel für die betroffenen Berufsausübenden gegen diese Vorschriften vorzusehen? "

In bezug auf die Auffassung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften über die Gewaltentrennung sind die klagenden Parteien der Meinung, daß diese starr sei und nicht der Realität entspreche. Die Parteien verweisen in diesem Zusammenhang auf das Urteil Nr. 31/96 des Hofes über die nicht vorhandenen Rechtsmittel für die Beamten der gesetzgebenden Kammern, dessen Erwägungsgründe in diesem Fall anzuwenden seien.

*In bezug auf den zweiten Klagegrund*

*Klageschrift*

A.2.1. Nach Ansicht der klagenden Parteien verstießen die neuen Artikel 501, 502 und 611 des Gerichtsgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 6, 13 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention. Gegen die Vorschriften der Gemeinschaftskammern könne lediglich der Generalprokurator beim Kassationshof Klage erheben, unter Ausschluß der Rechtsanwälte, auf die diese Vorschriften Anwendung finden könnten, sowie der Rechtsuchenden, auf die sie sich ebenfalls nachteilig auswirken könnten. Die Notwendigkeit einer direkt zugänglichen Nichtigkeitsklage sei jedoch vom Hof in seinen Urteilen Nrn. 33/94 und 31/96 bestätigt worden. Die Möglichkeit der Anwälte, die von einer ungesetzlichen Vorschrift oder einer den Standesregeln widersprechenden Vorschrift betroffen seien, sich entweder an den Generalprokurator beim Kassationshof zu wenden, damit er diesen Hof befasse, oder aber an die andere Gemeinschaftskammer, damit sie die angefochtene Vorschrift vor dem durch den neuen Artikel 502 des Gerichtsgesetzbuches eingeführten Schiedsgericht anfechte, erscheine theoretisch und illusorisch und ermögliche es nicht, dem Verstoß gegen Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention abzuwehren.

*Standpunkt des Ministerrates*

A.2.2. Der Ministerrat macht zunächst geltend, daß die Kläger nicht nachwiesen, inwiefern die angefochtene Regelung einen Verstoß gegen den Gleichheitsgrundsatz darstelle; sie führten nämlich keine andere Kategorie von Rechtsuchenden an, mit der sie zu vergleichen seien. Zur Hauptsache sei der Klagegrund nicht annehmbar, insofern die angefochtenen Artikel auf einem objektiven und sachdienlichen Unterscheidungskriterium beruhten, das mit der besonderen Beschaffenheit der Räte der Anwaltskammer im Vergleich zu den Räten der anderen Berufskammern im Zusammenhang stehe. Die angestrebte Zielsetzung sei gesetzmäßig, nämlich die Unabhängigkeit eines freien Berufes wahren, der eng mit der Arbeitsweise der richterlichen Gewalt verbunden sei. Schließlich stünden die eingesetzten Mittel im Verhältnis zum angestrebten Ziel, zumal das angefochtene Gesetz für eine Gemeinschaftskammer eine zusätzliche Klagemöglichkeit vor dem Schiedsgericht gegen die Vorschriften der jeweils anderen Kammer geschaffen habe.

*Standpunkt der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften*

A.2.3. Sowohl aus der Rechtsprechung des Hofes als auch aus den Vorarbeiten zu den angefochtenen Bestimmungen gehe hervor, daß die Anwälte einen besonderen freien Beruf darstellten, der sich von anderen freien Berufen wie Ärzte oder Architekten unterscheide. Aus diesem Grund sei es nach Auffassung der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften nicht diskriminierend, für die Rechtsanwälte ein besonderes Verfahren vorzusehen. In jedem Fall könne es nicht als unverhältnismäßig oder unvernünftig erachtet werden, wenn man für die Rechtsanwälte nicht die Möglichkeit des Zugangs zu diesen Rechtsmitteln vorsehe. Aus den Vorarbeiten gehe nämlich hervor, daß der Gesetzgeber beabsichtigt habe, daß die Befassung des Schiedsgerichtes eine außergewöhnliche und letzte Klagemöglichkeit im Falle des Scheiterns einer vorherigen Konzertierung zwischen den Kammern bleibe.

Die "diskriminierende Lücke", die von den Klägern angeführt werde, weil es keine Klagemöglichkeit für die Rechtsanwälte gegen die Vorschriften ihrer Kammern geben würde, könne sicherlich keinen ausreichenden Grund für die Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen darstellen. Die angefochtenen Bestimmungen seien im Eilverfahren angenommen worden, da die Nationale Anwaltskammer nicht mehr funktioniert habe und ihre Aufgaben durch zwei Strukturen ohne gesetzliche Grundlage wahrgenommen worden seien. Der Gesetzgeber habe also unter wirklich außergewöhnlichen Umständen einschreiten müssen, um so schnell wie möglich eine Rechtslücke zu schließen.

Vor diesem besonderen Hintergrund könne die Tatsache, daß der Gesetzgeber keine direkte Klagemöglichkeit für die Rechtsanwälte gegen die Vorschriften der Kammern vorgesehen habe, nicht als unverhältnismäßig gelten.

Ohne jede Diskussion über den Inhalt der Reform endgültig zurückzuweisen, sei der Gesetzgeber angesichts der dringenden Umstände gezwungen gewesen, das Notwendigste vorzusehen und die hohen Instanzen der Kammer mit gesetzlich geschaffenen Einrichtungen auszustatten, ohne sich mit allen Elementen dieser Angelegenheit befassen zu können. Daraus sei zu schlußfolgern, daß der Gesetzgeber lediglich aus Dringlichkeitsgründen und aus Zeitmangel keine Reform der Zuständigkeiten der Kammern ins Auge fassen können, insbesondere bezüglich des Disziplinarverfahrens.

Schließlich vertritt die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften den Standpunkt, daß die Notwendigkeit einer für die Betroffenen direkt zugänglichen Nichtigkeitsklage, die die Kläger auf der Grundlage der Urteile des Hofes Nrn. 33/94 und 31/96 geltend machten, in diesem Fall nicht angemessen geltend gemacht werden könne, insofern diese Urteile die Notwendigkeit eines Rechtsmittels gegen individuelle Disziplinarstrafen, die individuell ausgesprochen worden seien, vorgesehen hätten, jedoch nicht gegen Vorschriften mit allgemeiner Tragweite. Diese Rechtsprechung könne nicht so ausgelegt werden, daß der Hof für alle Betroffenen die Möglichkeit der Klageerhebung gegen Vorschriften, die durch die Kammern angenommen würden, fordern würde.

*Standpunkt der VoG Syndicat des avocats pour la démocratie*

A.2.4. Die VoG Syndicat des avocats pour la démocratie interveniert im Rahmen des zweiten und des dritten Klagegrunds der Klageschrift und beruft sich auf ihr Interesse aufgrund ihres Vereinigungszwecks, um gegen die in diesen zwei Klagegründen angeführten Bestimmungen zu klagen, insofern diese Bestimmungen den Rechtsanwälten keine Klagemöglichkeit vor Gericht gegen die für sie bestimmten Vorschriften der Gemeinschaftskammer und gegen die Anweisungen ihres Präsidenten böten.

Insbesondere bezüglich des zweiten Klagegrunds bestreitet die intervenierende Partei nicht, daß der Gesetzgeber, ohne gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung zu verstoßen, die Kontrolle über gewisse Verordnungshandlungen der Zuständigkeit des Staatsrates entziehen könne. In diesem Fall könne der Behandlungsunterschied zugunsten der Inhaber von freien Berufen in bezug auf die Behörde, die befugt sei, sich über die Gesetzmäßigkeit einer von den Organen ihrer Kammer ausgehenden Verordnungshandlung auszusprechen, vernünftig gerechtfertigt werden aufgrund des Bestehens von objektiven Kriterien im Zusammenhang mit dem Beruf des Rechtsanwaltes, was der Hof im übrigen in seinem Urteil Nr. 23/97 hervorgehoben habe.

Die intervenierende Partei ist jedoch der Ansicht, daß die Artikel 502 und 611 des Gerichtsgesetzbuches in ihrer durch das Gesetz vom 4. Juli 2001 abgeänderten Fassung den Rechtsanwälten das Recht auf Rechtsschutz entzögen, während dieser Schutz den Inhabern von anderen freien Berufen gewährt werde. Insbesondere das Fehlen einer Kontrolle der Gesetzmäßigkeit von Handlungen der Kammern zur Regelung des Rechtsanwaltsberufes auf Ersuchen der betroffenen Rechtsanwälte schaffe eine Diskriminierung zwischen ihnen und den Inhabern anderer freier Berufe. Die intervenierende Partei verweist auf die verschiedenen Klagemöglichkeiten, die zugunsten der Ärzte, der Architekten und der Apotheker gegen Vorschriften ihrer jeweiligen Kammern vorgesehen worden seien. So verstießen die angefochtenen Bestimmungen nicht nur gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung an sich, sondern auch in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention; der Gesetzgeber habe in der Tat eine Diskriminierung zwischen den Rechtsanwälten einerseits und den Inhabern anderer freier Berufe andererseits eingeführt in bezug auf die Anerkennung des Rechtes auf ein billiges Verfahren.

In ihrem Erwidernsschriftsatz vertritt die VoG Syndicat des avocats pour la démocratie den Standpunkt, das von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften geltend gemachte Argument des Vorrangs des allgemeinen Interesses des Berufes vor dem individuellen Interesse des Rechtsanwaltes, für den die Vorschrift bestimmt sei, erfülle nicht die Erfordernisse eines Rechtsstaates, in dem die Gesetzmäßigkeit gewährleistet sein müsse. Es sei im übrigen schockierend, daß eine Gemeinschaftskammer, die " zur Aufgabe [hab], über die Ehre, die Rechte und die gemeinschaftlichen Berufsinteressen ihrer Mitglieder zu wachen " und die alle erforderlichen Maßnahmen für die Loyalität im Beruf sowie " für die Verteidigung der Interessen des Rechtsanwaltes und des Rechtsuchenden " ergreifen müsse (neuer Artikel 495 des Gerichtsgesetzbuches, eingeführt durch Artikel 14 des angefochtenen Gesetzes), ihren Mitgliedern das Recht auf Einhaltung des Legalitätsprinzips entziehe, für das sie täglich bei der Ausübung ihres Berufes bürgten, woran die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften auch durch ihren Verweis auf das Urteil Nr. 23/97 erinnere, in dem festgestellt werde, daß die Rechtsanwälte gesetzlich verpflichtet seien, ihren Beruf frei auszuüben für die Verteidigung des Rechtes und der Freiheit.

Was schließlich das letzte Argument der Kammer betreffe, nämlich die Dringlichkeit bei der Annahme des Gesetzes, brauche man natürlich nicht daran zu erinnern, daß die faktischen Umstände, unter denen der Gesetzgeber gesetzgeberisch tätig werden müsse, in keinem Fall einen Verstoß gegen die Verfassung rechtfertigen könnten. Auch dieses Argument gebe Anlaß zu Beunruhigung, da es noch schwerwiegendere Diskriminierungen rechtfertigen könne.

#### *Erwiderung der klagenden Parteien*

A.2.5. Die klagenden Parteien übernehmen den Inhalt des Interventionsschriftsatzes der VoG Syndicat des avocats pour la démocratie und legen Wert auf den Hinweis, daß in dem vom Ministerrat angeführten Urteil Nr. 23/97 des Hofes die frühere Klageregelung, die in der Regelung des angefochtenen Gesetzes vom 4. April 2001 aufrechterhalten werde, auf keinen Fall gutgeheißen werde, sondern daß deren unverhältnismäßige Beschaffenheit deutlich angeprangert werde.

Die Kläger führen ebenfalls an, daß in dem Fall, wo ihr bürgerliches Recht auf Ausübung des Berufes als Rechtsanwalt sowohl grundsätzlich als auch in den Ausführungsmodalitäten durch eine Vorschrift der Kammer beeinträchtigt werde, ihnen die Möglichkeit einer Nichtigkeitsklage geboten werden müsse, um sie aus der Rechtsordnung entfernen zu lassen. Das Recht auf einen wirksamen gerichtlichen Schutz ergebe sich in der Tat aus Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention, wenn eben das Bestehen einer Vorschrift sich auf bürgerliche Rechte auswirke. Sollte jedoch das Recht auf einen solchen wirksamen gerichtlichen Schutz verweigert werden, so müßte man sich dennoch die Frage nach dem vom Gesetzgeber geschaffenen Behandlungsunterschied stellen. Da der Gesetzgeber eine Nichtigkeitsklage zugunsten der Betroffenen gegen Vorschriften der verschiedenen Verwaltungsbehörden (Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat) und insbesondere zugunsten der Inhaber anderer freier Berufe gegen die von ihren Kammern erlassenen Berufsregeln vorgesehen habe, könne er den Rechtsanwälten einen solchen gerichtlichen Schutz nicht vorenthalten, ohne gegen die Verfassungsregeln der Gleichheit und Nichtdiskriminierung zu verstoßen. Diesbezüglich sei nämlich nicht nur das objektive Unterscheidungskriterium im Zusammenhang mit der Verbundenheit der Rechtsanwaltschaft mit dem gerichtlichen Stand unzutreffend (es genüge in der Tat, eine solche Klagemöglichkeit vor einem ordentlichen Rechtsprechungsorgan, wie dem Kassationshof, statt vor einer Verwaltungsgerichtsbarkeit zu bieten), sondern die Vorenthaltung eines Rechtsmittels, die nicht durch eine gleichwertige Klagemöglichkeit zugunsten der Betroffenen ausgeglichen werde, verstoße außerdem gegen den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit.

Schließlich seien die von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften angeführten Umstände der Annahme des neuen Gesetzes nach Auffassung der klagenden Parteien gewissermaßen eine Anerkennung dessen, daß die Reform Anlaß zur Kritik hinsichtlich der gerichtlichen Klagemöglichkeiten geben könne. In seinem Urteil Nr. 56/93 habe der Hof bereits die Gelegenheit gehabt, an die drei Bedingungen für die Gültigkeit eines gesetzgebenden Vorgehens zur lediglich schrittweisen Abschaffung einer als unzufriedenstellend erkannten Situation erinnert. Im Rahmen der angefochtenen Gesetzgebung sei jedoch nirgends in den Vorarbeiten die Absicht zu erkennen, in naher Zukunft den Betroffenen selbst die Möglichkeit einer Nichtigkeitsklage gegen die Vorschriften zu bieten, obwohl diese Lücke bereits in dem am 15. September 1997 vom Staatsrat verkündeten Unzuständigkeitsurteil aufgedeckt und vor den Straßburger Instanzen erörtert worden sei.

Darüber hinaus bezwecke die Nichtigkeitsklage, deren Fehlen die klagenden Parteien bemängelten, keineswegs, die drei Säulen der Reform, die der Ministerrat selbst in seinem Schriftsatz beschrieben habe, zu beeinträchtigen, so daß dem stattgegeben werden könne, ohne die Festigkeit des gesetzlichen Aufbaus zu gefährden.

Dem Argument, daß die Reform teilweise durchgeführt worden sei, nur mit dem Ziel, dringlichkeitshalber den Institutionen, die *de facto* an die Stelle der Nationalen Anwaltskammer getreten seien, eine gesetzliche Existenz zu verleihen, sei entgegenzuhalten, daß der Gesetzgeber trotz der vorgeblichen Dringlichkeit darauf geachtet habe, Bestimmungen über die Klage vor dem Kassationshof auszufeilen, daß er ein völlig neues Schiedsgericht geschaffen und schließlich sorgfältig die Koexistenz der beiden Rechtsmittel gegen die Vorschriften der Gemeinschaftskammern organisiert habe. In diesem Kontext sei es ungläubwürdig, die Umstände der Annahme des Gesetzes anzuführen, um das Fehlen der Zugänglichkeit der besagten Klagemöglichkeiten für die Rechtsanwälte selbst rechtfertigen zu wollen.

*In bezug auf den dritten Klagegrund**Klageschrift*

A.3.1. Der dritte Klagegrund ist abgeleitet auf dem Verstoß des neuen Artikels 611 des Gerichtsgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention. Nur der Generalprokurator beim Kassationshof könne auf Anweisung des Justizministers beim Kassationshof gegen Anweisungen des Präsidenten einer Rechtsanwaltschaft klagen. Bei der Anpassung von Artikel 611 des Gerichtsgesetzbuches hätte der Gesetzgeber nach Auffassung der klagenden Parteien diese Lücke beheben und eine tatsächliche Klagemöglichkeit für die Rechtsanwälte vorsehen müssen. Da der Gesetzgeber nicht so gehandelt habe, sei davon auszugehen, daß er sich einer verfassungswidrigen Untätigkeit schuldig gemacht habe.

*Standpunkt des Ministerrates*

A.3.2. Nach Auffassung des Ministerrates sei der Klagegrund zunächst unzulässig, weil darin nicht angeführt sei, mit welcher anderen Kategorie von Rechtsuchenden die klagenden Parteien ihrer Meinung nach verglichen werden müßten. Der Klagegrund sei auch unzulässig wegen mangelnden Interesses der klagenden Parteien, da die angefochtene Bestimmung nach Auffassung des Ministerrates keinerlei nachteilige Auswirkung auf sie haben könne.

Die klagenden Parteien besäßen nämlich eine Klagemöglichkeit gegen Anweisungen des Präsidenten der Rechtsanwaltschaft, wenn sie der Auffassung seien, daß diese eine Rechtsverletzung oder eine Befugnisüberschreitung darstellten.

Hilfsweise vertritt der Ministerrat den Standpunkt, daß der Hof nicht zuständig sei, zu beurteilen, ob die Einführung solcher Klagemöglichkeiten sachdienlich oder wünschenswert sei, und insbesondere dem Gesetzgeber irgendeine Anweisung im Hinblick auf die Behebung einer vorgeblichen Gesetzeslücke zu erteilen.

*Standpunkt der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften*

A.3.3. Zunächst verweist die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften darauf, daß nach einhelliger Meinung die Rechtsanwälte im Dringlichkeitsverfahren eine Klagemöglichkeit gegen Anweisungen des Präsidenten der Rechtsanwaltschaft, die sich auf ihre bürgerlichen Rechte auswirken könnten, besäßen. Das Bestehen dieser Klagemöglichkeit werde durch die angefochtenen Bestimmungen keineswegs in Frage gestellt.

Sodann erhebe sich die Frage nach der Sachdienlichkeit der von den klagenden Parteien zur Untermauerung ihrer Klage angeführten Bestimmungen. Zwar könne Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention in Disziplinarverfahren angeführt werden, doch dies sei nicht möglich, wenn es um die Anwendung einer geringfügigen Disziplinarstrafe gehe. Insofern, als die Kläger Kritik an der "verfassungswidrigen Untätigkeit" des Gesetzgebers üben, sei daran zu erinnern, daß dieser dringlichkeitshalber gehandelt habe angesichts der Notwendigkeit, die Strukturen der Rechtsanwaltschaft schnell in Ordnung zu bringen.

*Standpunkt der VoG Syndicat des avocats pour la démocratie*

A.3.4. Die intervenierende Partei erinnert daran, daß die Inhaber anderer geregelter freier Berufe wie Ärzte und Apotheker über eine spezifische Klagemöglichkeit gegen Anweisungen, die mit demjenigen des Präsidenten einer Rechtsanwaltschaft gegenüber den Rechtsanwälten erteilt würden, verfügten. Aus den gleichen Gründen, wie sie im Zuge der Prüfung des zweiten Klagegrunds dargelegt worden seien, könne der Behandlungsunterschied in der Bereitstellung einer Klagemöglichkeit gegenüber einer vollwertigen Gerichtsbarkeit nicht im Einklang mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung gerechtfertigt werden. Die von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften angeführte Dringlichkeit rechtfertige selbstverständlich nicht eine gegen die Verfassung verstoßende Diskriminierung.

*Erwiderung der klagenden Parteien*

A.3.5. Die klagenden Parteien möchten daran erinnern, daß nur eine jüngere und minoritäre Rechtsprechung die Zuständigkeit des im Dringlichkeitsverfahren urteilenden Richters, über Entscheidungen des Präsidenten einer Rechtsanwaltschaft zu befinden, anerkenne, und dies nur in der Dringlichkeit und provisorisch. Diese vom Ministerrat und von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften erwähnte Klagemöglichkeit sei also keineswegs eine Klage vor einer vollwertigen Gerichtsbarkeit. Im vorliegenden Falle könnten also die Anforderungen der Artikel 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention nicht erfüllt werden.

— B —

*In bezug auf die angefochtenen Bestimmungen*

B.1.1. Artikel 495 des Gerichtsgesetzbuches, abgeändert durch Artikel 14 des Gesetzes vom 4. Juli 2001 zur Abänderung - hinsichtlich der Rechtsanwaltschaftsstrukturen - des Gerichtsgesetzbuches und des Gesetzes vom 13. März 1973 über die Entschädigung für unrechtmäßige Untersuchungshaft besagt:

" Die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften haben jeweils in bezug auf die ihnen angehörenden Rechtsanwaltschaften die Aufgabe, die Ehre, Rechte und gemeinsamen beruflichen Interessen ihrer Mitglieder zu wahren und sind zuständig für den juristischen Beistand, das Praktikum, die Berufsausbildung der Anwaltspraktikanten und die Ausbildung aller Rechtsanwälte, die den ihnen angeschlossenen Rechtsanwaltschaften angehören.

Sie ergreifen die erforderlichen Initiativen und Maßnahmen im Bereich der Ausbildung, der Disziplinarregeln und der beruflichen Loyalität sowie für die Verteidigung der Interessen der Rechtsanwälte und der Rechtsuchenden.

Jede von ihnen kann den zuständigen Behörden in diesen Bereichen Vorschläge unterbreiten. "

Artikel 496 des Gerichtsgesetzbuches, abgeändert durch Artikel 14 desselben Gesetzes, besagt:

" Die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften legen die entsprechenden Vorschriften in bezug auf die in Artikel 495 vorgesehenen Zuständigkeiten fest.

Hinsichtlich der Beziehungen zwischen den Mitgliedern der ihnen angehörenden einzelnen Rechtsanwaltschaften legen sie die Regeln und Gepflogenheiten des Rechtsanwaltsberufes fest und vereinheitlichen sie. Hierzu legen sie die entsprechenden Vorschriften fest. "

B.1.2. Die Artikel 501 und 502 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch denselben Artikel 14 des obengenannten Gesetzes, besagen:

" Art. 501. § 1. Die in Artikel 611 vorgesehene Klage wird innerhalb von zwei Monaten nach der in Artikel 497 erwähnten Notifikation vom Generalprokurator beim Kassationshof eingereicht. Sie wird der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften notifiziert.

§ 2. Während der in § 1 erwähnten Frist und gegebenenfalls bis zur Verkündung des Urteils sind die Anwendung einer Vorschrift und die in Artikel 502 § 1 Absatz 1 vorgesehene Klageerhebungsfrist ausgesetzt.

§ 3. Wenn die in § 1 erwähnte Klage eingereicht wird, können die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften mittels einer Klageschrift gemäß Artikel 813 dem Verfahren beitreten. Diese Intervention muß innerhalb von zwei Monaten nach der in § 1 Absatz 2 vorgesehenen Notifikation erfolgen.

In diesem Fall können die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften neue Klagegründe vorbringen, die aus der Befugnisüberschreitung, der Verletzung von Gesetzen oder der gesetzwidrigen Annahme der angefochtenen Vorschrift abgeleitet sind. "

" Art. 502. § 1. Unbeschadet der in Artikel 505 vorgesehenen zwingenden vorherigen Konzertierung können die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften eine Nichtigkeitsklage gegen alle aufgrund von Artikel 496 angenommenen Vorschriften vor einem aus sieben Mitgliedern bestehenden Schiedsgericht einreichen, von denen drei jeweils für eine Dauer von zwei Jahren durch jede der beiden vorgenannten Kammern benannt wurden. Sie bezeichnen im gemeinsamen Einvernehmen ein siebtes Mitglied, das den Vorsitz wahrnimmt. Kommt keine Einigung zustande, übernimmt der vorherige Präsident der Anwaltskammer beim Kassationshof oder bei dessen Verhinderung dessen Vorgänger den Vorsitz des Schiedsgerichtes.

Ist ein Schiedsrichter zu ersetzen, wird sein Nachfolger lediglich bestimmt, um das ursprüngliche Mandat zu beenden.

Das Mandat als Schiedsrichter ist Rechtsanwälten zugänglich, die seit mindestens fünfzehn Jahren Mitglied der Rechtsanwaltschaft waren, oder Rechtsanwälten, die mindestens drei Jahre lang Präsident oder Mitglied des Rates der Kammer einer Rechtsanwaltschaft waren, oder aber Rechtsanwälten, die Mitglied des Rates der Anwaltskammer beim Kassationshof waren. Die Schiedsrichter dürfen nicht an der Ausarbeitung der angefochtenen Entscheidung beteiligt gewesen sein.

§ 2. Die Klage im Sinne von § 1 kann eingereicht werden gegen alle Vorschriften, die:

- mit einer Befugnisüberschreitung behaftet, gesetzwidrig oder regelwidrig angenommen worden sein könnten;
- die Wahrung der Ehre der Anwaltskammer und die Aufrechterhaltung der Grundsätze der Würde, der Redlichkeit und der Rücksichtnahme, die dem Anwaltsberuf im Sinne von Artikel 456 Absatz 1 sowie der internationalen Regeln der Berufsethik zugrunde liegen, gefährden könnten.

Im Falle der Erhebung der in Artikel 611 vorgesehenen Klage darf das Schiedsgericht nicht über die Klagegründe befinden, die aus einer Befugnisüberschreitung, einem Gesetzesverstoß oder der regelwidrigen Annahme der angefochtenen Vorschrift abgeleitet sind.

§ 3. Das Schiedsgericht befindet in erster und letzter Instanz. Es kann eine angefochtene Vorschrift nur dann teilweise oder vollständig für nichtig erklären, wenn fünf Mitglieder sich für die Nichtigkeitsklärung aussprechen; dem Schiedsspruch kann eine Minderheitsnotiz beigefügt werden.

§ 4. In allen in diesem Buch nicht ausdrücklich geregelten Fällen sind die Bestimmungen des sechsten Teils dieses Gesetzbuches sinngemäß auf das Verfahren anzuwenden.

§ 5. Die Klage wird dem Generalprokurator beim Kassationshof sowie der jeweils anderen Kammer zugestellt. "

B.1.3. Artikel 611 des Gerichtsgesetzbuches, abgeändert durch Artikel 15 desselben vorgenannten Gesetzes, besagt nunmehr:

" Der Kassationshof befindet auch über die Klagen auf Nichtigkeitsklärung der Vorschriften der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften, die gegebenenfalls mit einer Befugnisüberschreitung behaftet sind, einen Gesetzesverstoß darstellen oder regelwidrig angenommen worden sind. "

#### *In bezug auf den ersten Klagegrund*

B.2. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß der neuen Artikel 495 und 496 des Gerichtsgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, dem Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit, Artikel 23 der Verfassung sowie den Artikeln 10 und 81 des EG-Vertrags.

Die neuen Artikel 495 und 496 des Gerichtsgesetzbuches verliehen den Gemeinschaftskammern eine zu umfassende Ermächtigung, da sie ihnen die Zuständigkeit für die Regelung des Zugangs zum Beruf der Anwaltspraktikanten übertragen würden, obwohl eine Berufskammer nicht aus eigener Initiative den Zugang zu dem Beruf einschränken dürfe, den sie leiten solle, ohne daß die öffentliche Hand eine Mindestkontrolle über diese Einschränkung ausüben würde. Diese Möglichkeit zur Einschränkung des Zugangs zum Beruf bestehe nicht bei den Inhabern anderer freier Berufe, wie Ärzte oder Architekten, bei denen die Ausbildungsbedingungen Gegenstand einer präzisen gesetzgebenden Ermächtigung unter der Kontrolle der öffentlichen Hand seien.

Diese Bestimmungen schufen eine Diskriminierung zwischen den Anwaltspraktikanten und den Praktikanten anderer freier Berufe, insofern sie es ermöglichten, Regeln insbesondere in bezug auf das Praktikum und die Berufsausbildung der Anwaltspraktikanten festzulegen, ohne daß das Gesetz selbst die grundlegenden Bedingungen dieser Ausbildung und die Aufsicht der öffentlichen Hand über deren Inhalt festlege.

Die angefochtenen Bestimmungen beinhalteten auch einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 81 des EG-Vertrags, insofern der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften den Standpunkt vertrete, daß zwei Bedingungen erfüllt sein müßten, damit die Übertragung einer Zuständigkeit zur Selbstregelung an Kammern der freien Berufe sowie einer Zuständigkeit, einschränkende Wettbewerbsbedingungen anzunehmen, zulässig sei. Zunächst müsse die öffentliche Hand selbst direkt oder indirekt den Inhalt der grundlegenden Regeln des Berufes mittels einer Kontrolle *a priori* oder *a posteriori* festlegen. Sodann müßten die Inhaber des Berufes vor den gemeinrechtlichen Rechtsprechungsorganen und nicht nur vor den Instanzen der Kammer über ein wirksames Rechtsmittel gegen die Beschlüsse der Organe der Kammer verfügen.

#### *In bezug auf die Zulässigkeit des Klagegrunds*

B.3.1. Der Ministerrat und die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften führen an, die klagenden Parteien wiesen nicht das erforderliche Interesse an der Geltendmachung des ersten Klagegrunds nach. Die Lage der klagenden Parteien, die als Rechtsanwälte und als potentielle Praktikumsleiter vor Gericht aufträten, könne nur direkt und nachteilig durch die angefochtenen Bestimmungen berührt werden, insofern diese Bestimmungen nur den Anwaltspraktikanten, die sie tatsächlich ausbilden könnten, zum Nachteil gereichen könnten, was die klagenden Parteien in diesem Fall nicht nachwiesen.

B.3.2. Als Ergänzung zur Klageschrift führen die klagenden Parteien in ihrem Erwidierungsschriftsatz an, die meisten von ihnen seien derzeit Praktikumsleiter. In dieser Eigenschaft befürchteten sie, daß die Ausübung der Zuständigkeiten, die nun durch die neuen Artikel 495 und 496 des Gerichtsgesetzbuches den Gemeinschaftskammern direkt übertragen worden seien, die Arbeitsbedingungen in ihren Kanzleien ändere und die ihnen bei der Führung dieser Kanzleien zustehende Autonome beeinträchtige.

B.4. Nicht nur in ihrer Eigenschaft als Praktikumsleiter haben die klagenden Parteien ein Interesse an der Nichtigerklärung von zwei Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches, die nunmehr den Gemeinschaftskammern Befugnisse im Bereich der Ausbildung der Praktikanten übertragen, sondern auch in ihrer Eigenschaft als Rechtsanwalt haben sie ein Interesse an der Anfechtung der betreffenden Bestimmungen, insofern diese den Gemeinschaftskammern auch Befugnisse im Bereich der Ausbildung der Rechtsanwälte übertragen. Die klagenden Parteien können somit in diesen beiden Eigenschaften von den angefochtenen Bestimmungen betroffen sein.

B.5. Die Einreden der Unzulässigkeit werden abgewiesen.

*Zur Hauptsache*

B.6.1. Artikel 23 der Verfassung bestimmt:

„ Jeder hat das Recht, ein menschenwürdiges Leben zu führen.

Zu diesem Zweck gewährleistet das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte und bestimmt die Bedingungen für ihre Ausübung.

Diese Rechte umfassen insbesondere:

1. das Recht auf Arbeit und auf freie Wahl der Berufstätigkeit im Rahmen einer allgemeinen Beschäftigungspolitik, die unter anderem darauf ausgerichtet ist, einen Beschäftigungsstand zu gewährleisten, der so stabil und hoch wie möglich ist, das Recht auf gerechte Arbeitsbedingungen und gerechte Entlohnung sowie das Recht auf Information, Konsultation und kollektive Verhandlungen;

[...]“.

B.6.2.1. Aus der vorgenannten Bestimmung sowie aus Artikel 6 § 1 VI des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen geht hervor, daß es dem föderalen Gesetzgeber obliegt, den Zugang zum Beruf zu regeln und das Recht auf Arbeit unter Achtung der Handels- und Gewerbefreiheit und der in Artikel 23 der Verfassung aufgezählten Bedingungen zu gewährleisten.

B.6.2.2. In diesem Fall verleiht Artikel 495 des Gerichtsgesetzbuches der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und der Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften Zuständigkeiten in bezug auf den juristischen Beistand, das Praktikum, die Berufsausbildung der Anwaltspraktikanten und die Ausbildung aller Rechtsanwälte, die den ihnen angeschlossenen Rechtsanwaltschaften angehören. Diese Zuständigkeit muß jedoch gemäß dem Wortlaut der genannten Bestimmung im Rahmen der „ Aufgabe, über die Ehre, die Rechte und die gemeinschaftlichen Berufsinteressen ihrer Mitglieder zu wachen “ ausgeübt werden, einer Aufgabe, die der Gesetzgeber den beiden durch das Gesetz vom 4. April 2001 geschaffenen Gemeinschaftskammern übertragen hat. Dieselbe Bestimmung sieht außerdem vor, daß die Kammern die sachdienlichen Initiativen und Maßnahmen ergreifen, insbesondere in bezug auf die Disziplinarregeln und die Loyalität im Beruf sowie für die Verteidigung der Interessen der Rechtsanwälte und der Rechtsuchenden. Auf diese Weise hat der Gesetzgeber auf deutliche Weise die Aufgabe, die er den beiden Gemeinschaftskammern erteilen wollte, sowie die Aufgabe, die den Rechtsanwälten in der Gesellschaft obliegen, festgelegt. Es ist somit nicht richtig, wie es die klagenden Parteien behaupten, daß der Gesetzgeber nicht von vornherein den Rahmen festgelegt habe, in dem die den Gemeinschaftskammern zugewiesenen Zuständigkeiten auszuüben sind.

B.6.3. Die Artikel 501, 502 und 611 des Gerichtsgesetzbuches sehen in ihrer durch das vorgenannte Gesetz vom 4. April 2001 abgeänderten Fassung zwei Klagemöglichkeiten gegen die durch die Gemeinschaftskammern festgelegten Vorschriften vor. Die erste, dem Generalprokurator beim Kassationshof vorbehaltene Klage wird beim Kassationshof eingereicht und bezweckt die Nichtigerklärung von Vorschriften der Kammern, die gegebenenfalls mit einer Befugnisüberschreitung behaftet, gesetzwidrig oder regelwidrig angenommen worden wären. Eine zweite Klagemöglichkeit verleiht einem Schiedsgericht die Befugnis, über die Nichtigkeitsklagen zu befinden, die jeweils von einer der beiden Gemeinschaftskammern gegen die von der anderen Kammer festgelegten Vorschriften eingereicht wurden.

Daraus ist zu schlußfolgern, daß der Gesetzgeber im Gegensatz zu den Behauptungen der klagenden Parteien doch eine „ Mindestaufsicht “ über die von den Kammern angenommenen Vorschriften vorgesehen hat.

B.7.1. Die Zuständigkeiten, die den Gemeinschaftskammern insbesondere in bezug auf die Ausbildung der Anwaltspraktikanten und die Ausbildung der Rechtsanwälte übertragen wurden, sollen die Qualität der Dienstleistungen des Rechtsanwaltes sichern und seine Unabhängigkeit gewährleisten. Der Gesetzgeber hat den Beruf des Rechtsanwaltes direkt mit dem öffentlichen Dienst der Rechtspflege verbunden, und dieser Beruf hängt aus diesem Grund mit dem gerichtlichen Stand zusammen. Indem der Gesetzgeber den Gemeinschaftskammern die Zuständigkeit verliehen hat, die entsprechenden Vorschriften, insbesondere in bezug auf die vorstehend angeführten Sachbereiche unter Ausschluß einer der ausführenden Gewalt unterstehenden Behörde festzulegen, hat er eine im Verhältnis zum angestrebten Ziel stehende Maßnahme ergriffen.

B.7.2. Für den Zugang zum Anwaltsberuf und die Ausübung desselben gelten andere Regeln als diejenigen, die für andere freie Berufe festgelegt worden sind.

Gemäß Artikel 444 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches müssen die Rechtsanwälte ihr Amt für die Verteidigung des Rechtes und der Wahrheit frei ausüben. Sie können dazu aufgefordert werden, Richter und Beamte der Staatsanwaltschaft zu ersetzen (Artikel 442). Sie können von Amts wegen ernannt werden (Artikel 446 und 455bis § 1). Sie müssen den minderbemittelten Personen Beistand leisten (Artikel 455 § 1).

Diese Regeln und Grundsätze sind dem Beruf des Rechtsanwaltes eigen.

B.8. Die angefochtenen Maßnahmen wären unverhältnismäßig zum angestrebten Ziel, wenn sie dazu führen würden, daß die Berufstätigkeiten der Rechtsanwälte jeder Form der Kontrolle entzogen würden.

Aus den unter B.6.2 und B.6.3 angeführten Erwägungen wird ersichtlich, daß dies nicht der Fall ist.



B.9. Was den angeführten Verstoß gegen die Artikel 10 und 81 des EG-Vertrags betrifft, beziehen sich die Argumente der klagenden Parteien im wesentlichen auf das Fehlen einer individuellen Klagemöglichkeit der Rechtsanwälte; dies wird gemeinsam mit dem zweiten Klagegrund geprüft.

B.10. Der Klagegrund ist unbegründet.

*In bezug auf den zweiten Klagegrund*

B.11.1. Die klagenden Parteien führen ebenfalls einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention an, indem die Artikel 501, 502 und 611 des Gerichtsgesetzbuches keine Möglichkeit der individuellen Klage gegen eine durch die Gemeinschaftskammern angenommene Vorschrift vorsähen, die ungesetzlich wäre oder die Regeln der Berufsethik verletzen würde. Nur der Generalprokurator beim Kassationshof, der den Kassationshof befassen könne, sowie die andere Gemeinschaftskammer, die das zu diesem Zweck eingesetzte Schiedsgericht befassen könne, könnten eine Nichtigkeitsklage einreichen. Aus der Darlegung des Klagegrunds geht hervor, daß dieser sich nur auf das Fehlen einer Klagemöglichkeit für die Rechtsanwälte und diejenigen, die Zugang zu diesem Beruf haben möchten, bezieht. Auf diese Weise würde gegen das Recht auf Zugang zu einem Rechtsprechungsorgan verstoßen, das allen Personen zuerkannt werden müsse, die von einer ungesetzlichen Norm betroffen seien.

B.11.2. Der Ministerrat und die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften vertreten den Standpunkt, daß der Hof nicht befugt sei, zu beurteilen, ob die Einführung der im Klagegrund angeführten Klagemöglichkeiten zweckmäßig oder wünschenswert sei, und insbesondere, dem Gesetzgeber irgendeine Anweisung zur Behebung einer Gesetzeslücke zu erteilen.

B.11.3. Im Gegensatz zu den Behauptungen des Ministerrates und der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften ist der Hof befugt, über den Klagegrund zu befinden, weil darin ein sich aus Gesetzesbestimmungen ergebender Behandlungsunterschied bemängelt wird.

B.12. Insofern im Klagegrund das Fehlen einer Klagemöglichkeit für die diejenigen, die Rechtsanwalt seien oder es werden wollten, gegen die Vorschriften der Gemeinschaftskammern angeführt wird, ergibt sich der Behandlungsunterschied zu den Inhabern von anderen freien Berufen daraus, daß letztere über eine Klagemöglichkeit vor dem Staatsrat verfügen.

B.13. Indem der Gesetzgeber den Anwaltsberuf unmittelbar mit dem öffentlichen Dienst der Rechtspflege verbunden hat und indem er die Unabhängigkeit des Rechtsanwalts und die Qualität der vom Rechtsanwalt erbrachten Dienstleistungen gewährleisten wollte, war er berechtigt, die Befugnis, über Nichtigkeitsklagen gegen Vorschriften der Gemeinschaftskammern zu befinden, nicht dem Staatsrat sondern dem Kassationshof oder einem Schiedsgericht zu übertragen.

B.14. Indem der Gesetzgeber jedoch das Recht zum Einreichen dieser Klage dem Generalprokurator beim Kassationshof und der jeweils anderen Gemeinschaftskammer vorbehalten hat und keine Klagemöglichkeit zugunsten der Rechtsanwälte oder derjenigen, die es werden wollen, die sich persönlich durch die Vorschrift einer Gemeinschaftskammer benachteiligt fühlen, organisiert hat, hat er auf ungerechtfertigte Weise gegen den Verfassungsgrundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, aufgrund dessen alle Bürger das gleiche Recht auf einen gerichtlichen Schutz besitzen.

B.15. Der Klagegrund ist begründet.

*In bezug auf den dritten Klagegrund*

B.16. Im dritten Klagegrund bemängeln die klagenden Parteien die Tatsache, daß die Anweisungen des Präsidenten einer Rechtsanwaltschaft für die davon betroffenen Rechtsanwälte nicht Gegenstand einer direkten Nichtigkeitsklage sein könnten.

B.17. Der Hof stellt fest, daß dieser Klagegrund keinen Zusammenhang zu den angefochtenen Bestimmungen aufweist, die in keiner Weise die individuellen Maßnahmen behandeln, die der Präsident einer Rechtsanwaltschaft gegebenenfalls in seiner Eigenschaft als Leiter der Kammer ergreift, da die gegen diese Anweisungen erhobene Klage durch Artikel 610 des Gerichtsgesetzbuches organisiert wird, der nicht angefochten wird.

*In bezug auf die Aufrechterhaltung der Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen*

B.18. Unter Berücksichtigung der Tatsache, daß die Nichtigkeitsklärung der Artikel 501 und 502 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 14 des Gesetzes vom 4. Juli 2001, lediglich auf dem Fehlen eines Rechtsmittels für die Rechtsanwälte bzw. diejenigen, die es werden wollen, beruht, ohne daß dieselben Artikel von einem anderen Gesichtspunkt heraus in Frage gestellt werden, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen für die Dauer von einem Jahr ab der Veröffentlichung des vorliegenden Urteils im *Belgischen Staatsblatt* aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt die Artikel 501 und 502 des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 14 des Gesetzes vom 4. Juli 2001 zur Abänderung - hinsichtlich der Rechtsanwaltschaftsstrukturen - des Gerichtsgesetzbuches und des Gesetzes vom 13. März 1973 über die Entschädigung für unrechtmäßige Untersuchungshaft für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen für die Dauer von einem Jahr ab der Veröffentlichung des vorliegenden Urteils im *Belgischen Staatsblatt* aufrecht;

- weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 28. Januar 2003, durch die vorgenannte Besetzung, in Abwesenheit der gesetzmäßig verhinderten Richter A. Alen und J.-P. Moerman.

Der Kanzler,  
L. Potoms.

Der Vorsitzende,  
M. Melchior.